

NATIONS UNIES



CONSEIL DE SÉCURITÉ

DOCUMENTS OFFICIELS

TRENTE-SEPTIÈME ANNÉE

UN LIBRARY

13 JAN 1982

IN/SA COLLECTION

2329^e SÉANCE : 20 JANVIER 1982

NEW YORK

TABLE DES MATIÈRES

	<i>Page</i>
Ordre du jour provisoire (S/Agenda/2329/Rev.1)	1
Adoption de l'ordre du jour	1
La situation dans les territoires arabes occupés :	
a) Résolution 497 (1981)	
b) Rapport du Secrétaire général (S/14821)	1

NOTE

Les cotes des documents de l'Organisation des Nations Unies se composent de lettres majuscules et de chiffres. La simple mention d'une cote dans un texte signifie qu'il s'agit d'un document de l'Organisation.

Les documents du Conseil de sécurité (cote S/...) sont, en règle générale, publiés dans des *Suppléments* trimestriels aux *Documents officiels du Conseil de sécurité*. La date d'un tel document indique le supplément dans lequel on trouvera soit le texte en question, soit des indications le concernant.

Les résolutions du Conseil de sécurité, numérotées selon un système adopté en 1964, sont publiées, pour chaque année, dans un recueil de *Résolutions et décisions du Conseil de sécurité*. Ce nouveau système, appliqué rétroactivement aux résolutions antérieures au 1^{er} janvier 1965, est entré pleinement en vigueur à cette date.

2329^e SÉANCE

Tenue à New York le mercredi 20 janvier 1982, à 16 heures.

Président : M. Oleg A. TROYANOVSKY
(Union des Républiques socialistes soviétiques).

Présents : Les représentants des Etats suivants : Chine, Espagne, Etats-Unis d'Amérique, France, Guyana, Irlande, Japon, Jordanie, Ouganda, Panama, Pologne, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Togo, Union des Républiques socialistes soviétiques, Zaïre.

Ordre du jour provisoire (S/Agenda/2329/Rev.1)

1. Adoption de l'ordre du jour.
2. La situation dans les territoires arabes occupés :
 - a) Résolution 497 (1981);
 - b) Rapport du Secrétaire général (S/14821).

La séance est ouverte à 16 h 50.

Adoption de l'ordre du jour

L'ordre du jour est adopté.

La situation dans les territoires arabes occupés :

- a) Résolution 497 (1981);
- b) Rapport du Secrétaire général (S/14821)

1. Le PRÉSIDENT (*interprétation du russe*) : Conformément aux décisions prises aux séances antérieures [2322^e à 2325^e et 2327^e séances], j'invite les représentants d'Israël et de la République arabe syrienne à prendre place à la table du Conseil. J'invite les représentants de l'Afghanistan, de l'Algérie, de l'Arabie saoudite, du Bangladesh, de la Bulgarie, du Burundi, de Cuba, des Emirats arabes unis, de la Grèce, de la Hongrie, de l'Inde, de l'Indonésie, de l'Iraq, de la Jamahiriya arabe libyenne, du Koweït, du Maroc, de la Mauritanie, de la Mongolie, du Nicaragua, de l'Oman, du Pakistan, du Portugal, du Qatar, de la République démocratique allemande, de la République démocratique populaire lao, de la République socialiste soviétique d'Ukraine, du Sénégal, du Soudan, de Sri Lanka, de la Tchécoslovaquie, du Viet Nam, du Yémen, du Yémen démocratique et de la Yougoslavie à occuper les sièges qui leur sont réservés sur les côtés de la salle du Conseil. J'invite le représentant de l'Organisation de libération de la Palestine à occuper le siège qui lui est réservé sur le côté de la salle du Conseil.

Sur l'invitation du Président, M. Blum (Israël) et M. El-Fattal (République arabe syrienne) prennent

place à la table du Conseil; M. Zarif (Afghanistan), M. Bedjaoui (Algérie), M. Allagany (Arabie saoudite), M. Kaiser (Bangladesh), M. Tsvetkov (Bulgarie), M. Bwakira (Burundi), M. López del Amo (Cuba), M. Al-Qasimi (Emirats arabes unis), M. Ghikas (Grèce), M. Rácz (Hongrie), M. Krishnan (Inde), M. Djalal (Indonésie), M. Al-Ali (Iraq), M. Muntasser (Jamahiriya arabe libyenne), M. Abulhassan (Koweït), M. Mrani Zentar (Maroc), M. Ould Sid' Ahmed (Mauritanie), M. Dashtseren (Mongolie), M. Bendaña Rodríguez (Nicaragua), M. Sulaiman (Oman), M. Mahmood (Pakistan), M. Medina (Portugal), M. Jamal (Qatar), M. Florin (République démocratique allemande), M. Kittikhoun (République démocratique populaire lao), M. Kravets (République socialiste soviétique d'Ukraine), M. Sarré (Sénégal), M. Abdalla (Soudan), M. De Silva (Sri Lanka), M. Suja (Tchécoslovaquie), M. Ha Van Lau (Viet Nam), M. Mubarez (Yémen), M. Ashtal (Yémen démocratique) et M. Komatina (Yougoslavie) occupent les sièges qui leur sont réservés sur les côtés de la salle du Conseil; M. Terzi (Organisation de libération de la Palestine) occupe le siège qui lui est réservé sur le côté de la salle du Conseil.

2. Le PRÉSIDENT (*interprétation du russe*) : J'informe les membres du Conseil que j'ai reçu du représentant de la Grenade une lettre dans laquelle il demande à être invité à participer à la discussion de la question inscrite à l'ordre du jour. Selon la pratique habituelle, je me propose, avec l'assentiment du Conseil, d'inviter ce représentant à participer au débat sans droit de vote, conformément aux dispositions pertinentes de la Charte et à l'article 37 du règlement intérieur provisoire.

Sur l'invitation du Président, M. Taylor (Grenade) occupe le siège qui lui a été réservé sur le côté de la salle du Conseil.

3. Le PRÉSIDENT (*interprétation du russe*) : Les membres du Conseil sont saisis du document S/14832/Rev.1 qui contient le texte d'un projet de résolution révisé présenté par la Jordanie.

4. J'appelle l'attention des membres du Conseil sur le document S/14838 et Corr.1 qui contient le texte d'une note verbale, en date du 15 janvier, adressée au Secrétaire général par le représentant de Chypre.

5. Le premier orateur est le représentant de la Grenade, que j'invite à prendre place à la table du Conseil et à faire sa déclaration.

6. M. TAYLOR (Grenade) [*interprétation de l'anglais*] : Monsieur le Président, qu'il me soit permis de vous offrir mes félicitations les plus chaleureuses à l'occasion de votre accession à la présidence du Conseil pour le mois de janvier. Je suis convaincu que votre talent de diplomate, votre vaste expérience de négociateur et votre profond attachement aux causes justes seront très utiles à la communauté internationale en cette heure de grand danger et de crise. Je voudrais saisir cette occasion pour vous remercier et, par votre intermédiaire, remercier les membres du Conseil de m'avoir permis de prendre la parole sur la question que le Conseil examine présentement.

7. Je voudrais également rendre un hommage bien mérité à votre prédécesseur, M. Otunnu, de l'Ouganda, pour la manière exemplaire dont il s'est acquitté de ses fonctions de président au cours du mois de décembre.

8. Je voudrais également saisir cette occasion pour féliciter M. Pérez de Cuéllar à l'occasion de son élection au poste important de Secrétaire général. Nous lui souhaitons plein succès dans l'exercice de ses nombreuses fonctions importantes. Nous souhaitons également au Secrétaire général sortant, M. Kurt Waldheim, plein succès dans ses entreprises futures.

9. De l'avis de ma délégation, c'est avec une vigueur et en des termes appropriés que les nombreuses délégations qui l'ont précédée ont condamné la monstruosité israélienne la plus récente. Par conséquent, notre décision de prendre la parole ne tendait pas à apporter quelque chose de nouveau au fond de ce débat mais était plutôt dictée par cette conviction que le silence sur une question aussi grave que l'annexion d'un territoire revient à une sorte de suicide. Le silence, assurément, encouragerait et inciterait le sionisme et ses alliés à poursuivre leur politique d'annexion et d'expansion.

10. Ceux qui parmi nous connaissent l'histoire savent qu'au cours des trois dernières décennies l'histoire du Moyen-Orient a suivi une évolution tragique, chaque épisode montrant qu'Israël agit avec une confiance, une arrogance et une violence toujours croissantes. Chaque nouvelle scène, chaque nouvel acte fourmillent de meurtres sans discrimination d'hommes, de femmes et d'enfants arabes innocents.

11. Il convient aujourd'hui de se demander combien de villages arabes devront encore être rasés avant que l'Israël sioniste ne soit condamné. Combien de femmes et d'enfants innocents devront encore périr avant que ne soient prises des mesures fermes et décisives pour punir Israël de ses méfaits ? Combien de cultures devront encore être passées au bulldozer avant que l'on ne vienne au secours des victimes ?

12. Ma délégation estime que nous devons agir dès maintenant, car l'histoire nous montre que la boulimie expansionniste et annexionniste ne peut être assouvie.

13. Ma délégation réaffirme aujourd'hui son appui sans réserve aux victimes de l'agression sioniste. Nous réaffirmons sans équivoque que même si le sionisme est peut-être l'acteur principal sur la scène dans la perpétration de la violence contre les peuples arabes, ce sont ses partisans et ceux qui l'encouragent qui lui servent de souffleurs en coulisses.

14. Le sionisme est peut-être l'acteur le plus visible, mais nous devons constater que les directeurs de cette sordide histoire s'activent frénétiquement dans les coulisses pour épousseter les costumes de la mort et s'assurer, grâce à leurs directives, que les acteurs interpréteront bien leur rôle. Ainsi, les crimes israéliens contre les peuples arabes ne pourront être examinés adéquatement tant que l'on n'aura pas dénoncé vigoureusement ceux qui collaborent avec Israël dans la perpétration de ces actes hideux de violence.

15. Dans sa déclaration au cours de la trente-sixième session de l'Assemblée générale le Ministre des affaires étrangères de la Grenade, M. Unison Whiteman a déclaré :

"la Grenade dénonce sans hésiter le sionisme comme une forme de racisme et dénonce, en même temps, ceux qui donnent à Israël les armes meurtrières perfectionnées qu'il utilise pour entretenir le système raciste du sionisme et pour perpétrer des actes d'agression délibérés contre le peuple palestinien et les Etats indépendants souverains du Moyen-Orient".

16. L'Organisation des Nations Unies, de par sa Charte, est tenue de démasquer et de dénoncer tant les auteurs du crime que ceux qui le tolèrent. Ma délégation réitère par conséquent la demande faite par le mouvement des pays non alignés au Conseil [S/14829, annexe], engageant ce dernier à prendre des mesures, conformément au Chapitre VII de la Charte des Nations Unies, afin de contraindre Israël à restituer à la pleine souveraineté de la République arabe syrienne tous les territoires syriens occupés et à se retirer de tous les territoires arabes, y compris Jérusalem. C'est là une condition préalable au rétablissement des droits inaliénables du peuple palestinien sur son territoire national et à l'instauration d'une paix juste et durable au Moyen-Orient.

17. M. KAMANDA wa KAMANDA (Zaïre) : Permettez-moi tout d'abord, Monsieur le Président, de vous adresser mes vives félicitations à l'occasion de votre accession à la présidence du Conseil pour ce mois de janvier 1982. Nous savons à la fois vos qualités personnelles, l'attachement et l'intérêt particulier que le Gouvernement de l'Union des Républiques socialistes soviétiques apporte à la recherche de solutions efficaces aux problèmes majeurs de préoccupation internationale et pour le maintien de la paix et de la sécurité internationales. Nous voulons croire que votre présidence inaugurera, pour l'année

1982, une ère de dialogue fécond et de coopération confiante dans les relations internationales.

18. Mes félicitations s'adressent aussi, tout naturellement, à votre prédécesseur, M. Olara Otunnu, qui a dirigé les travaux du Conseil avec un talent et une distinction qui lui valent l'admiration de ses pairs.

19. Je voudrais saisir cette occasion pour adresser mes vives félicitations au nouveau Secrétaire général, M. Javier Pérez de Cuéllar, pour son élection unanime et je tiens à l'assurer de l'appui total du Zaïre dans l'accomplissement de son mandat. C'est sans aucune inquiétude mais en toute confiance que l'Afrique l'a vu accéder aux fonctions de Secrétaire général et nous sommes persuadés que nous n'aurons que des raisons de nous réjouir d'avoir à collaborer avec lui tout au long de son mandat, dans l'intérêt bien compris de la réalisation des objectifs des Nations Unies. Nous nous réjouissons d'autant plus de voir un homme du tiers monde à la tête de l'Organisation que les affaires du monde sont aussi nos affaires.

20. Qu'il me soit permis également d'adresser un vibrant hommage à son prédécesseur, M. Kurt Waldheim, qui, au cours des 10 dernières années, a apporté une contribution remarquable à la réalisation des objectifs des Nations Unies. Sa parfaite distinction et ses efforts constants pour le maintien de la paix et de la sécurité internationales et l'atténuation des tensions dans le monde, seront sans doute enregistrés comme une contribution majeure à l'œuvre globale de l'Organisation des Nations Unies.

21. Je voudrais ensuite vous remercier, Monsieur le Président, ainsi que les membres du Conseil qui ont pris la parole avant moi, des souhaits de bienvenue que vous avez bien voulu adresser à la délégation du Zaïre lorsqu'elle est venue prendre sa place à la table du Conseil.

22. Le mandat que nous a conféré l'Assemblée générale nous charge, dans le cadre de l'Organisation des Nations Unies, de fonctions et de devoirs précis qui ont pour objet l'accomplissement de la responsabilité ou de la tâche principale du Conseil, à savoir le maintien de la paix et de la sécurité internationales. A cette fin la Charte des Nations Unies nous autorise à agir au nom de tous les Membres de l'Organisation et nous prescrit, dans l'accomplissement de notre mission, de nous conformer aux buts et principes des Nations Unies.

23. Le peuple et le Gouvernement du Zaïre, dont les traditions d'ouverture, de tolérance et de dialogue qui remontent dans la nuit des temps, furent confirmées au XVI^e siècle déjà lorsque le Royaume du Kongo entretenait des relations diplomatiques avec les Pays-Bas, le Saint-Siège, le Brésil et le Portugal, ont pris, dès le 30 juin 1960, les buts et principes de la Charte comme règles de conduite et sont convaincus que c'est dans la mise en œuvre de ces principes que se trouve le

fondement le plus solide de la paix et de la sécurité internationales. C'est cette conviction qui guidera notre conduite au Conseil.

24. La délégation zaïroise s'emploiera donc à défendre et à maintenir l'autorité, le prestige et le respect du Conseil, car elle sait que c'est de son action ferme et constructive que dépend le bon fonctionnement du système de sécurité collective qui est à la fois le but et la raison d'être de l'Organisation des Nations Unies.

25. Qu'il me soit permis de m'associer aux félicitations qui ont été adressées, pour la tâche qu'ils ont accomplie, aux cinq membres du Conseil dont les mandats sont venus à expiration, c'est-à-dire aux représentants du Mexique, du Niger, des Philippines, de la République démocratique allemande et de la Tunisie qui ont su établir des traditions de qualité et une ligne de conduite que le Zaïre s'efforcera de suivre.

26. Mon pays occupe l'un des trois sièges qui, d'après la répartition géographique, ont été attribués à l'Afrique. Qu'il me soit permis d'insister tout particulièrement sur le rôle brillant et les qualités remarquables de nos deux prédécesseurs africains, M. Idé Oumarou, du Niger, et M. Taïb Slim, de la Tunisie.

27. C'est une coïncidence bien digne des surprises de l'histoire que le Zaïre succède aujourd'hui au Conseil à la Tunisie, c'est-à-dire au pays qui l'a porté sur les fonts baptismaux de l'Organisation des Nations Unies et qui, parce qu'il représentait alors nos intérêts, soumit au Conseil, le 7 juillet 1960, le projet de résolution S/4377, devenu la résolution 142 (1960) relative à l'admission de la République du Congo, aujourd'hui Zaïre, à l'Organisation des Nations Unies. Cette coïncidence est d'autant plus émouvante que je succède à M. Taïeb Slim, frère de feu Monji Slim, qui disait ici même le 7 juillet 1960,

"Le 30 juin 1960 sera considéré comme un jour heureux dans les annales africaines.

"...

"Les affinités de toute nature aussi bien que l'amitié fraternelle qui lient le peuple tunisien au peuple congolais m'autorisent à m'honorer de ce privilège de pouvoir aujourd'hui présenter la candidature de la République du Congo, avec l'espoir que le Conseil la recommandera à l'Assemblée générale." [872^e séance, par. 20 et 22.]

28. Je voudrais donc dire à Taïeb Slim que ses extraordinaires qualités de cœur et d'esprit, son sens du dialogue, sa patience et sa délicatesse nous serviront toujours d'exemple.

29. Bien que 21 ans seulement nous séparent de la date de l'accession du Zaïre à l'indépendance, mon

pays est pleinement conscient de la responsabilité que les Etats Membres lui ont confiée.

30. Donc, à l'Organisation des Nations Unies en général, au Conseil de sécurité en particulier, à tous ceux qui ont contribué notamment à la réussite de l'opération des Nations Unies au Congo et à faire de cette opération un succès, et surtout à tous ceux qui nous ont aidés et qui y ont laissé leur vie, nous disons du fond du cœur : merci.

31. Nous avons conservé au Zaïre un profond attachement aux principes, aux buts et objectifs de la Charte et nous entendons plus que jamais apporter notre modeste contribution, une contribution d'objectivité aux efforts de l'Organisation des Nations Unies pour la sauvegarde et le maintien de la paix et de la sécurité internationales. C'est dans cet esprit, et en quelque sorte en manière de remerciement et de reconnaissance, que nous avons sollicité notre admission au Conseil et que nous entendons accomplir notre mandat en son sein.

32. Pour en venir à l'objet de notre discours, aux termes de sa résolution 497 (1981) le Conseil :

"Décide que la décision prise par Israël d'imposer ses lois, sa juridiction et son administration dans le territoire syrien occupé des hauteurs du Golan est nulle et non avenue et sans effet juridique sur le plan international;

"Exige qu'Israël, Puissance occupante, rapporte sans délai sa décision;

"Déclare que toutes les dispositions de la Convention de Genève relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre, du 12 août 1949, continuent de s'appliquer au territoire syrien occupé par Israël depuis juin 1967."

33. Cette résolution, qui faisait écho à la résolution 36/226 B, adoptée le même jour par l'Assemblée générale et qui traduisait l'unanimité de la réprobation universelle, de la condamnation et du rejet universels de la mesure israélienne d'annexion comme nulle et non avenue, est en tous points conforme à ce qui est prescrit à l'article 5 de l'annexe à la résolution 3314 (XXIX) du 14 décembre 1974, où l'Assemblée générale formule des principes fondamentaux concernant l'agression, résolution sur laquelle, dans sa lettre du 31 janvier 1975 [S/11613], le Secrétaire général avait attiré l'attention des membres du Conseil en tant que guide pour déterminer, conformément à la Charte, l'existence d'un acte d'agression en examinant chaque cas, compte tenu de toutes les circonstances propres. L'annexe à cette résolution, dans son article 5, stipule notamment :

"Aucune considération de quelque nature que ce soit, politique, économique, militaire ou autre, ne saurait justifier une agression.

...

"Aucune acquisition territoriale ni aucun avantage spécial résultant d'une agression ne sont licites ni ne seront reconnus comme tels."

34. L'émotion et l'inquiétude que suscitent à travers le monde, surtout dans la situation de tension internationale actuelle, les actes d'agression et autres menaces à la paix et à la sécurité internationales, suffisent à expliquer que l'agression soit considérée comme un crime contre la paix internationale et qu'elle donne lieu à responsabilité internationale.

35. Si le Conseil n'a pas cru devoir déclarer explicitement dans sa résolution 497 (1981) que l'extension des lois, de la juridiction et de l'administration israéliennes aux hauteurs syriennes occupées du Golan constitue une annexion ou un acte d'agression, il n'en demeure pas moins vrai qu'il a pu s'inspirer des stipulations suffisantes de la résolution 3314 (XXIX) et de l'Article 39 de la Charte pour déclarer une telle mesure nulle et non avenue, comme le demande, dans de tels cas, la résolution précitée, et pour inviter Israël, conformément à l'Article 40 de la Charte, à rapporter sans délai sa décision.

36. En effet, le Conseil pourrait utilement attirer l'attention d'Israël sur les stipulations de l'article 3 de la Définition de l'agression contenue dans la résolution 3314 (XXIX), en particulier sur l'article 3 *e in fine*, où est aussi considérée comme acte d'agression toute prolongation de la présence des forces armées d'un Etat qui sont stationnées sur le territoire d'un autre Etat, sur le territoire en question au-delà de la terminaison de l'accord, à plus forte raison si l'Etat d'accueil — dans le cas d'espèce, la Syrie — n'est pas d'accord avec le stationnement *de facto* des forces armées étrangères sur son territoire et s'il existe des résolutions du Conseil de sécurité qui demandent à l'Etat occupant d'évacuer le territoire.

37. On peut donc considérer que la prolongation de la présence illégale des forces armées israéliennes au-delà des délais d'évacuation imposés par le Conseil et l'occupation militaire illégale des hauteurs du Golan résultant de l'emploi de la force armée en violation de la Charte, couplée avec l'extension des lois, de la juridiction et de l'administration israéliennes au territoire syrien occupé des hauteurs du Golan, extension qui équivaut à une annexion, revêtent toutes les caractéristiques d'un acte d'agression, sont en tout cas contraires au droit international positif et constituent une menace à la paix et à la sécurité dans la région et dans le monde.

38. En partant de cette analyse, nous comprenons l'approche ou la revendication légitime de ceux qui estiment devoir demander des sanctions contre Israël pour menace contre la paix, rupture de la paix ou acte d'agression, conformément à l'Article 39 de la Charte et qui, donc, interprètent en termes de sanctions "les

mesures appropriées conformément à la Charte des Nations Unies" prévues dans la résolution 497 (1981) en cas de défaillance d'Israël.

39. Les protagonistes de cette thèse sont confortés par le caractère négatif de la réponse réservée par Israël à la demande unanime du Conseil de sécurité, tel que cela apparaît on ne peut plus clairement dans le rapport du Secrétaire général en date du 21 décembre [S/14805], notamment aux paragraphes 3, 4 et 5, et dans son rapport en date du 31 décembre 1981 [S/14821].

40. Sur le terrain des principes, donc, nous partageons la conviction que la demande de sanctions est fondée et recevable. Mais, dans le même temps, nous ne saurions être insensibles à la fois au souci d'éviter des débordements regrettables et des sanctions unilatérales dangereuses qui découleraient de l'absence d'une position ferme et unanime du Conseil et au souci de ne pas handicaper les chances de rechercher une solution globale, juste et durable du conflit du Moyen-Orient, et d'y aboutir. Nous ne saurions accepter que le sort d'une résolution, dont le Conseil n'aura pas été mis en mesure d'examiner librement les termes ou le contenu, dans l'intérêt évident du maintien de la paix et de la sécurité internationales, soit utilisé comme un prétexte ou un but pour créer les conditions d'une nouvelle guerre au Moyen-Orient. Nous ne saurions accepter que le rejet d'une attitude qui pourrait être imposée au Conseil par Israël ou par la partie syrienne ou toute autre partie arabe au conflit du Moyen-Orient soit utilisé comme un prétexte ou comme un but pour créer les conditions d'une nouvelle guerre au Moyen-Orient.

41. C'est ce souci qui nous pousse à vouloir bâtir sur l'acquis qu'a constitué l'adoption à l'unanimité de la résolution 497 (1981), et il ne nous semble pas que le Conseil ait épuisé tous les moyens dont il est capable pour amener Israël à rapporter sa décision.

42. Nous pensons que le Conseil peut concevoir et adopter, à ce stade, des mesures concrètes et efficaces destinées à obtenir l'annulation de la décision israélienne d'annexion, en même temps qu'il peut décider de demander aux Etats Membres — et obtenir d'eux — de s'abstenir, dans tous les domaines, de toute coopération qui pourrait encourager Israël dans la poursuite de sa politique et de ses pratiques d'annexion. Cette préoccupation se fonde sur les faits suivants.

43. Premièrement, il est stipulé, au paragraphe 4 de la résolution 497 (1981), qu'au cas où Israël ne s'y conformerait pas, le Conseil se réunirait d'urgence, au plus tard le 5 janvier 1982, "pour envisager de prendre les mesures appropriées conformément à la Charte des Nations Unies". C'est dire qu'en termes précis, cette résolution laisse au Conseil la latitude d'examiner, à la lumière du rapport du Secrétaire général, les voies et moyens les meilleurs de trouver une réponse adéquate

au problème posé, sans exclure une mesure précise et sans insister sur une mesure particulière. C'est qu'en effet, rien dans la résolution 3314 (XXIX) ne doit être interprété comme affectant d'une manière quelconque la portée des dispositions de la Charte en ce qui concerne les fonctions et pouvoirs des organes des Nations Unies. Et cela est clairement rappelé dans le préambule de la Définition de l'agression. L'existence de la résolution 3314 (XXIX) n'annule pas et n'efface pas le pouvoir d'appréciation du Conseil.

44. Deuxièmement, il serait hautement préjudiciable à notre commune démarche et à nos efforts patients pour la recherche d'une solution globale, juste et durable de la crise du Moyen-Orient que l'impact négatif des points de focalisation internationale influe sur le cours des délibérations et des conclusions du Conseil concernant l'annexion des hauteurs syriennes du Golan.

45. Troisièmement, toute division du Conseil sur des moyens, à tort ou à raison sujets à controverse, briserait malencontreusement l'unanimité du Conseil sur le rejet et la condamnation de la décision d'annexion et compliquerait davantage, dans les circonstances présentes, la reprise des initiatives destinées à régler ce problème et à rechercher une solution globale, juste et durable de la crise du Moyen-Orient.

46. Quatrièmement, une position unanime du Conseil, en dépit de toutes apparences, aurait sur le plan international un poids moral énorme qu'Israël ne saurait négliger, du fait de l'accentuation de son isolement.

47. Cinquièmement, la Syrie, comme d'autres Etats parties au conflit du Moyen-Orient, ne souhaite pas, sans doute à juste titre, qu'à l'occasion de l'annexion du Golan, elle soit entraînée dans la recherche d'une paix-capitulation et dans le processus d'une négociation de la question du Moyen-Orient qui, en n'intégrant pas la dimension palestinienne, ne conduirait pas à une solution durable. Et elle s'est déclarée pour une solution globale, juste et durable du conflit.

48. Cette logique devrait commander que le Conseil, en même temps qu'il doit trouver une réponse efficace à la question spécifique de l'annexion du Golan, soit en mesure de rechercher les voies et moyens les meilleurs et de juger de l'opportunité d'avoir un débat utile, en temps voulu, de manière à pouvoir embrasser tous les aspects du problème et à tenter une démarche efficace en vue d'une solution globale, juste et durable, à la lumière notamment des résolutions 181 (II) et 194 (III) de l'Assemblée générale, 242 (1967) et 338 (1973) du Conseil de sécurité et de tous les autres éléments positifs que contiennent les initiatives et démarches de bonne foi qui existent à l'heure actuelle pour trouver une solution définitive à ce problème.

49. A notre avis, toute démarche ultérieure à la résolution 497 (1981) devrait chercher à comptabiliser

et à bâtir sur l'acquis que constitue l'unanimité du Conseil et de la communauté internationale contre la mesure israélienne d'annexion, c'est-à-dire, enfin, sur la nécessité de promouvoir toute solution, toute initiative réaliste de nature à encourager la recherche d'une solution globale, juste et durable du problème du Moyen-Orient.

50. Le problème de l'occupation illégale ou de l'annexion de territoires arabes occupés est né à l'occasion d'un différend plus large, à l'occasion du différend arabo-israélien entre Arabes et Juifs, différend dont le fondement est la profonde divergence des Arabes et des Juifs sur le statut de la Palestine, et plus précisément sur le plan de partage de la Palestine contenu dans la résolution 181 (II) du 29 novembre 1947, où était prévue la partition de la Palestine en un Etat juif de Palestine, en l'occurrence Israël, et un Etat arabe de Palestine qui n'a pas encore vu le jour, et où était établi le statut international de la Ville sainte de Jérusalem.

51. C'est dire que, quelle que soit l'efficacité de la solution que pourra trouver le Conseil au problème particulier ou spécifique de l'occupation illégale et de l'annexion des hauteurs syriennes du Golan, le fond du problème ne sera pas pour autant résolu. Et le cœur du problème du Moyen-Orient, c'est la question de Palestine.

52. C'est aussi dire qu'il y a nécessité urgente pour le Conseil, par delà les solutions spécifiques qui seront réservées à l'épiphénomène qu'est l'annexion des hauteurs du Golan, d'initier des efforts nouveaux ou des démarches nécessaires en vue d'une solution globale, juste et durable de ce conflit, solution qui intègre la dimension palestinienne et qui s'articule autour des lignes directrices suivantes, à savoir.

53. Premièrement, la nécessité de la création d'un Etat arabe palestinien, ou le droit du peuple palestinien de créer un Etat indépendant et souverain — et il convient ici d'aider les Palestiniens à être maîtres de leur destinée; deuxièmement, le droit à l'existence d'Israël; troisièmement, l'évacuation de tous les territoires arabes occupés; quatrièmement, le droit de retour des réfugiés palestiniens; cinquièmement, l'inadmissibilité de l'acquisition de territoire par la force ou par la guerre; sixièmement, la reconnaissance réciproque de tous les Etats de la région; septièmement, la reconnaissance et le respect de la souveraineté, de l'intégrité territoriale et de l'indépendance politique de chaque Etat de la région et de son droit de vivre en paix à l'intérieur de frontières sûres et reconnues, c'est-à-dire enfin, Monsieur le Président, vous l'aurez remarqué, une solution qui s'articule autour de tous les éléments positifs que l'on retrouve notamment dans les résolutions 181 (II) et 194 (III) de l'Assemblée générale, 242 (1967), 338 (1973), 476 (1980) et 478 (1980) du Conseil de sécurité, et ES-7/2 de la septième session extraordinaire d'urgence de l'Assemblée générale consacrée à la question de

Palestine, toutes résolutions qui doivent être prises comme un tout.

54. Nous considérons donc que, pour la promotion de la cause humaine, celle de la paix notamment, un arrangement boiteux est parfois meilleur, dans certaines circonstances, qu'un bon procès. Tout ce qui peut servir le bien de l'homme et de l'humanité, et qui est de notre ressort, nous avons le devoir de le tenter.

55. Nous devons mettre fin au cycle de la violence offensive et défensive dans le monde et, notamment, dans cette région ravagée par l'irrationnel et l'intolérance autant que par des conceptions totalitaires, et appliquer aux différends qui suscitent la violence les méthodes et les principes de règlement pacifique et de dialogue prévus par la Charte.

56. L'Organisation des Nations Unies ne doit pas devenir la voie royale qui mène au triomphe des conceptions totalitaires et de l'intransigeance, et certainement pas le Conseil de sécurité.

57. Certes, l'offense justifie, légitime ou provoque la défense ou l'autodéfense, mais les destructions de toute nature, les pertes en hommes et en biens, les mutilations des valeurs auxquelles les peuples comme les hommes attachent un grand prix qu'occasionne l'exercice du droit de défense ou d'autodéfense accumulent des frustrations profondes et provoquent des refoulements où couve la violence larvée.

58. Celui qui, en se défendant, a tué votre père, reste pour vous l'assassin de votre père, et ce n'est certainement pas de félicitations que vous le couvrirez pour l'exercice impeccable de son droit d'autodéfense. Ce qui est vrai pour la défense l'est aussi, et à plus forte raison, pour l'offense, pour les pertes et les mutilations occasionnées par l'offense. Donc, l'esprit de dialogue et de paix doit remplacer l'esprit de confrontation. Ceci est valable pour toutes les parties au conflit du Moyen-Orient, aussi bien pour Israël que pour la partie arabe.

59. Nous avons été amenés à constater que si, formellement, Israël n'a pas donné suite à la résolution 497 (1981) du Conseil, il ne peut cependant pas ne pas tenir compte de l'impact de la réprobation universelle à la fois sur l'accentuation de son isolement et sur l'appréciation que se font la communauté internationale et les Etats du monde de la politique extérieure de ce pays et de son rôle dans les relations internationales, en tant que Membre de l'Organisation des Nations Unies.

60. Par-delà les barouds d'honneur, Israël ne peut éternellement ou indéfiniment donner l'impression de vouloir humilier et défier tous les Etats du monde et l'ensemble de la communauté internationale sur le plan de l'esprit, sur le plan de la raison ou de la force, en mettant en cause les valeurs de paix, d'entente, d'harmonie et de coopération confiante que représen-

lent les normes de comportement mises au point et admises par tous les peuples et tous les gouvernements de l'univers, en vue d'asseoir les relations internationales sur des bases solides et prévenir des holocaustes de l'ère nazie.

61. Le 22 décembre 1981, à Bruxelles, M. Menahem Savidor, Président de la Knesset, a déclaré que l'annexion du Golan syrien n'était pas un fait accompli, que la décision du Gouvernement israélien n'était pas irréversible et qu'enfin, la porte restait ouverte à des négociations.

62. Dans le rapport du Secrétaire général du 31 décembre [*ibid.*], nous pouvons lire, au neuvième alinéa du paragraphe 3 :

"Le Gouvernement israélien tient à répéter qu'il est, comme toujours, prêt à négocier inconditionnellement avec la Syrie, comme avec ses autres voisins, pour une paix durable conformément aux résolutions 242 (1967) et 338 (1973). La loi relative aux hauteurs du Golan n'exclut ni n'entrave de telles négociations."

63. Le Conseil devrait, dès lors, pouvoir compter sur la bonne foi de toutes les parties concernées — Israël et les Etats arabes — et sur leur ferme volonté politique pour la création de conditions propices à la tenue de telles négociations, dans l'esprit des résolutions pertinentes de l'Organisation des Nations Unies et pour envisager des initiatives communes positives, susceptibles d'aboutir à un règlement d'ensemble, juste et durable du conflit du Moyen-Orient.

64. Ce que nous devons rechercher ici, c'est l'efficacité d'une action concrète du Conseil destinée à relever tous les défis insensés qui lui sont lancés et à permettre le règlement négocié du problème, dans l'intérêt bien compris de tous les Etats de la région, y compris celui d'un Etat arabe palestinien.

65. Comme j'ai eu l'occasion de le dire lors du débat du Conseil sur cette question au mois de décembre 1981, il est absolument indispensable que tous les Etats de cette région fassent preuve de retenue et de la patience inhérente à toute grande réalisation pour s'engager résolument sur la voie du règlement pacifique des différends, de la reconnaissance de l'indépendance politique, de la souveraineté, de l'intégrité territoriale de tous les Etats de la région et de leur droit de vivre en paix à l'intérieur de frontières sûres et reconnues [2318^e séance, par. 38].

66. Forts des considérations qui précèdent, nous ne pouvons pas admettre l'explication que tente de donner Israël dans le rapport du Secrétaire général [S/14821] pour justifier l'annexion des hauteurs syriennes du Golan. En effet, au cinquième alinéa du paragraphe 3, Israël qualifie ses lois d'annexion de "législation qui cherche, en l'absence de paix ou même de négociations visant à instaurer la paix, à

normaliser la situation en question". Au septième alinéa, nous pouvons lire ce qui suit :

"De l'avis du Gouvernement israélien, les actes et déclarations récents de la Syrie ont rendu nécessaire et urgent de mettre fin à la situation anormale concernant les hauteurs du Golan."

67. Cette attitude tend à démentir et à infirmer l'esprit et la volonté de négociation dont Israël fait également état dans le même rapport, et qui devraient inspirer toutes les parties intéressées et concernées par le conflit du Moyen-Orient. Il ne fait l'ombre d'aucun doute que l'annexion de Jérusalem et celle du Golan ne sont pas des mesures qui favorisent des initiatives destinées à régler ce conflit par des négociations.

68. Au surplus, cette prise de position tend à démontrer qu'Israël pourrait avoir l'intention d'imposer au monde une solution unilatérale du conflit du Moyen-Orient, alors que, dans l'esprit d'un règlement global, juste et durable de la crise, toute solution efficace et durable de la question doit être à la fois israélienne et arabe.

69. Si cette prise de position tend à suggérer, enfin, que, par une action unilatérale, Israël pourrait vouloir imposer une solution dont le scénario serait l'intégration au sein de l'entité israélienne, à travers l'annexion des territoires arabes occupés depuis juin 1967, d'une minorité palestinienne qui formerait une espèce d'entité autonome investie de certains droits au sein d'Israël, le Conseil de sécurité devrait immédiatement décourager et condamner cette approche.

70. Ce serait là une solution israélienne au problème palestinien qui s'écarterait de l'esprit et de la lettre de toutes les résolutions de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité à ce sujet. Le Conseil de sécurité devrait donc, en termes non équivoques, rejeter une telle hypothèse, une telle approche, car elle ne saurait que perpétuer le conflit du Moyen-Orient.

71. De la même manière, il ne fait l'ombre d'aucun doute que le rejet des principes directeurs et des stipulations positives contenus dans les résolutions 242 (1967) et 338 (1973) du Conseil par d'autres parties arabes au conflit ne favorise pas non plus un règlement négocié, global, juste et durable de ce conflit.

72. L'annexion du Golan rend plus urgente que jamais la recherche d'un règlement global et durable du conflit du Moyen-Orient. Quand on examine les prises de position et les déclarations de nombreux gouvernements d'Europe, d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine, on retrouve trois affirmations constantes.

73. Premièrement, la décision d'annexer le Golan est contraire aux résolutions 242 (1967) et 338 (1973) du Conseil, aux résolutions pertinentes de l'Assemblée

générale et au droit international. Elle est nulle et non avenue et Israël doit la rapporter.

74. Deuxièmement, cette décision dresse de nouveaux obstacles sur la voie d'un règlement pacifique, global et durable du conflit du Moyen-Orient.

75. Troisièmement, cette décision contribue à augmenter la tension et l'instabilité dans la région.

76. Le Conseil devrait donc donner suite dans les délais les plus raisonnables à cette aspiration de l'écrasante majorité des membres de la communauté internationale pour une solution pacifique, globale et durable du conflit du Moyen-Orient.

77. La question des sanctions, sur laquelle le Conseil a malheureusement coutume d'être divisé, ne devrait pas servir à éluder le fond du problème et à prolonger indéfiniment la crise. Le Conseil doit pouvoir trouver des mesures ou des actions concrètes et efficaces pour répondre au vœu de l'Article 39 de la Charte des Nations Unies. Il serait finalement facile de se réfugier derrière la question des sanctions pour masquer, sinon pour dissimuler, aussi bien une volonté de règlement de compte, un manque de volonté politique de contribuer à la recherche d'une solution négociée, le souci de prolonger la crise en escomptant que le temps agira en sa faveur, ou enfin des raisons ou des considérations véritablement étrangères au fond du problème en discussion, toutes choses auxquelles nous sommes étrangers, toutes choses qui sont loin des préoccupations réelles de ceux qui souffrent au Moyen-Orient.

78. Le territoire d'un Etat est inviolable et ne peut être l'objet, même temporairement, d'une occupation militaire ou d'autres mesures de force prises par un autre Etat en violation de la Charte. Il ne peut faire l'objet de la part d'un autre Etat d'une acquisition résultant de telles mesures ou de la menace d'y recourir. Donc cette question est tellement grave et les responsabilités du Conseil sont tellement importantes ou grandes que le Conseil ne devrait pas être invité à l'aborder à travers une sorte de prisme déformant de la réalité.

79. L'opinion de plus en plus répandue que, face au refus d'Israël de se conformer à ses décisions, le Conseil ne peut se mettre d'accord sur l'application de sanctions ou de toute autre mesure coercitive et efficace et que cette situation encourage Israël dans son intransigeance, sape incontestablement l'autorité, le prestige et le crédit du Conseil.

80. Le rejet des résolutions 242 (1967) et 338 (1973) par toute partie au différend du Moyen-Orient sape aussi l'autorité, le prestige et le crédit du Conseil et ne peut que compliquer la recherche d'un règlement global et durable du conflit.

81. Par-delà la question de l'annexion du Golan syrien, les éléments d'une solution définitive du

problème du Moyen-Orient qui tiennent compte des intérêts légitimes de tous les Etats de la région, y compris Israël et l'Etat arabe de Palestine, prévus par la résolution 181 (II), mais aussi de l'intérêt du monde — c'est-à-dire de la paix et de la sécurité internationale — existent. Le cadre normatif existe, le cadre institutionnel existe. C'est au niveau de la volonté politique des protagonistes qu'il convient de débloquer la situation. Et là, l'Organisation des Nations Unies dans son ensemble, le Conseil de sécurité en particulier, comme la communauté internationale, disposent assurément de pistes utiles. Nous disons que les dimensions d'un problème éminemment complexe ne sauraient être réduites à une simple question d'imposition ou de non-imposition de sanctions, comme si cela représentait un but. Donc, tout en soutenant la légitimité de la demande de sanctions pour préserver le respect de la Charte et des principes du droit international positif, nous estimons que le Conseil doit pouvoir apprécier la meilleure manière de procéder ou d'agir, car il y a des raisons d'avoir des appréhensions sur l'opportunité d'une démarche qui ne nous laisse aucun doute sur son sort dans les circonstances présentes. Il y va de l'aptitude du Conseil à être arbitre de situations internationales susceptibles de menacer la paix et la sécurité internationales. Tout en soutenant la légitimité de la demande de sanctions, nous estimons devoir rappeler aux protagonistes et non-protagonistes des sanctions que celles-ci ne constituent pas une fin en soi mais un moyen au service d'un objectif.

82. Si l'objectif recherché est ici la paix, la stabilité, la sécurité de chaque Etat de la région et la restitution de territoires illégalement occupés et annexés, il est du devoir du Conseil et de tous les membres de la communauté internationale d'opter pour une approche et pour des moyens efficaces qui n'handicapent pas, d'une manière ou d'une autre, la recherche de l'objectif poursuivi. Les sanctions, une fois décrétées, doivent être appliquées. Et si l'on permet qu'une demande de sanctions prévues par la Charte, pour des raisons hautement importantes, soit d'une manière ou d'une autre tournée en dérision, ou si une fois édictées, les sanctions, dans le domaine de la praxis sont ignorées ou ne sont même pas partiellement appliquées, cela peut contribuer à détériorer la situation, en confortant les uns et les autres dans leur intransigeance.

83. De nombreuses résolutions du Conseil dont j'ai déjà fait mention établissent les bases objectives d'une paix durable dans la région. Nous réaffirmons que tous les Etats de la région ont droit à l'existence et ont le droit de vivre en paix à l'intérieur de frontières sûres et reconnues. Nous réaffirmons notre adhésion totale à l'inadmissibilité de l'acquisition de territoire par la force ou par la guerre. Israël doit se retirer de tous les territoires arabes occupés en 1967. Le Conseil doit rejeter toutes mesures tendant à modifier le statut des territoires arabes occupés par Israël à la faveur de la guerre de 1967. En dépit de la situation d'occupation

ou d'annexion, le statut juridique des territoires arabes est très clair. Ce sont des territoires arabes qui appartiennent à des Etats autres qu'Israël.

84. Donc, toutes les décisions ou initiatives unilatérales d'Israël destinées sous tel ou tel prétexte à mettre la communauté internationale devant le fait accompli devraient être rejetées.

85. Le Conseil pourrait déclarer que l'occupation continue des hauteurs syriennes du Golan depuis juin 1967 et leur annexion par Israël le 14 décembre 1981 menacent la paix et la sécurité internationales, à tout le moins la paix et la sécurité dans cette région.

86. Le Conseil, tout en condamnant Israël pour son refus de se conformer à la résolution 497 (1981), pourrait réitérer que la décision israélienne d'étendre ses lois, sa juridiction et son administration aux hauteurs syriennes du Golan est nulle et non avenue et sans effet juridique sur le plan international, et que toutes les actions entreprises par Israël en vue de donner effet à sa décision d'annexion sont illégales et sans aucune validité.

87. Le Conseil pourrait inviter tous les Etats Membres à s'abstenir de tout fait qui pourrait impliquer de leur part qu'ils reconnaissent la décision israélienne d'annexion des hauteurs du Golan ou lui accordent leur soutien.

88. L'annulation pure et simple de la mesure d'annexion illégale prise par la Knesset démontrerait à la face du monde l'attachement inconditionnel proclamé par Israël à un règlement négocié du conflit. Mais cette épineuse question d'annexion et d'occupation illégale de territoires arabes ne peut être définitivement résolue qu'à travers des démarches conformes aux résolutions pertinentes du Conseil de sécurité et de l'Assemblée générale, c'est-à-dire à travers une approche qui vise un règlement global du problème et qui de ce fait intègre et doit intégrer la dimension palestinienne.

89. C'est pourquoi, par-delà toutes les solutions au problème en discussion, le Conseil de sécurité devrait envisager, par une décision spéciale sans doute, la possibilité de confier soit au Secrétaire général, soit à une commission établie conformément à l'Article 29 de la Charte, le soin d'initier des efforts nouveaux visant à un règlement d'ensemble juste et durable de la crise du Moyen-Orient.

90. Pour terminer, je voudrais dire que telles sont les considérations qui dictent notre appréciation des positions des diverses parties au conflit et qui détermineront notre position sur le débat actuel et ses conclusions.

91. C'est en fonction de toutes les considérations que je viens d'énoncer que nous apprécions le projet de résolution S/14832/Rev.1 qui a été présenté et par lequel le Conseil de sécurité

"*Décide* que tous les Etats Membres devraient envisager de prendre des mesures concrètes et efficaces en vue de l'annulation de la décision israélienne d'annexer les hauteurs syriennes du Golan et s'abstenir de toute aide ou assistance à Israël et de toute coopération avec Israël, dans tous les domaines, afin de le dissuader dans ses politiques et pratiques d'annexion."

Ce projet de résolution est aussi le fruit d'un effort intense de compromis au sein du Groupe des pays non alignés au Conseil de sécurité. Et c'est dans cet esprit également qu'il convient de l'apprécier.

92. Mais je ne saurais terminer mon propos sans réitérer à la délégation, au peuple et au Gouvernement syriens l'assurance de notre entière solidarité. De la même manière que nous avons toujours apporté le soutien du Zaïre à la cause arabo-palestinienne dans le conflit du Moyen-Orient, je voudrais assurer la partie plaignante que c'est dans le même esprit que nous abordons l'examen du projet de résolution qui nous a été présenté et que nous lui donnons notre soutien.

93. M. OTUNNU (Ouganda) [*interprétation de l'anglais*] : Ma délégation a déjà exprimé son avis sur la question dont nous sommes saisis. Mais si j'ai demandé la parole, Monsieur le Président, c'est pour pouvoir vous adresser personnellement mes félicitations chaleureuses à l'occasion de votre accession à la présidence du Conseil pour ce mois-ci. Vous êtes un diplomate chevronné, dont la contribution aux travaux du Conseil depuis des années est déjà reconnue de nous tous. Le Conseil a bien de la chance, en ces jours difficiles et incertains, de pouvoir travailler sous la direction d'un homme de votre étoffe, doté d'un tel sens politique, de telles qualités de diplomate et d'un esprit si vif.

94. Je saisis cette occasion pour souhaiter la bienvenue au nouveau Secrétaire général, M. Javier Pérez de Cuéllar. Nous sommes particulièrement fiers que cet éminent diplomate vienne du Pérou, pays non aligné et du tiers monde. Monsieur le Secrétaire général, vous alliez si bien en votre personne les compétences professionnelles, l'expérience diplomatique et, surtout, un attachement personnel aux buts et principes des Nations Unies que ces qualités vous désignent éminemment aux responsabilités que vous venez d'assumer. Dans vos efforts en vue de vous acquitter de vos lourdes responsabilités, vous pouvez compter sur la coopération entière et constante de ma délégation.

95. Je voudrais également souhaiter très chaleureusement la bienvenue à mes collègues, les représentants du Guyana, de la Jordanie, de la Pologne, du Togo et du Zaïre, qui sont entrés au Conseil au début du mois. Je compte travailler étroitement avec eux dans nos efforts communs visant à réduire les zones de tension dans notre monde troublé.

96. Enfin, je tiens à vous exprimer ma sincère reconnaissance. Monsieur le Président, ainsi qu'à mes collègues et à toutes les délégations qui ont pris la parole devant le Conseil au cours du débat actuel pour les paroles très aimables et généreuses que vous avez eues pour moi et pour mon pays. Je suis très reconnaissant à mes collègues de la coopération qu'ils m'ont volontiers apportée à tout moment au cours du mois de décembre. L'esprit d'unité et de communauté de vues dont tous les membres du Conseil ont fait preuve lui ont permis d'accomplir sa tâche au cours du mois de décembre. Encore une fois, Monsieur le Président, je vous adresse, ainsi qu'à toutes les délégations, mes sentiments sincères de profonde reconnaissance.

97. Le PRÉSIDENT (*interprétation du russe*) : Je voudrais maintenant faire une déclaration en tant que représentant de l'UNION DES RÉPUBLIQUES SOCIALISTES SOVIÉTIQUES.

98. Le Conseil est obligé de se réunir une fois de plus à la suite du refus d'Israël de se conformer à la résolution 497 (1981) adoptée à l'unanimité le 17 décembre dernier. Dans cette résolution, le Conseil a décidé que

“la décision prise par Israël d'imposer ses lois, sa juridiction et son administration dans le territoire syrien occupé des hauteurs du Golan est nulle et non avenue et sans effet juridique sur le plan international”.

Le Conseil a aussi exigé que “Israël, Puissance occupante, rapporte sans délai sa décision.” Finalement, le Conseil a prévu, que au cas où Israël refuserait de se conformer à cette résolution, il envisagerait “de prendre les mesures appropriées conformément à la Charte des Nations Unies”.

99. Le Conseil, cette fois, a donc une tâche bien précise. Il doit réfléchir aux mesures concrètes à prendre à l'égard d'Israël en tant qu'Etat qui a ouvertement défié une résolution du Conseil adoptée à l'unanimité.

100. La délégation de l'Union soviétique a écouté avec une grande attention la déclaration faite le 6 janvier [2322^e séance] par le représentant de la Syrie. Nous avons également écouté les déclarations faites par des membres du Conseil, par des représentants de pays arabes et beaucoup d'autres pays encore ainsi que par les observateurs de l'Organisation de libération de la Palestine et de la Ligue des Etats arabes. Dans l'immense majorité de ces déclarations nous trouvons en filigrane la même idée, à savoir que le Conseil doit s'acquitter de la responsabilité qui lui incombe et adopter à l'égard d'Israël les sanctions prévues par la Charte des Nations Unies.

101. En effet, en annexant les hauteurs du Golan, Israël s'est mis en devoir de prendre une nouvelle

mesure qualitative illégale pour consolider les fruits de son agression permanente contre les Etats arabes. Maintenant, même les plus fermes défenseurs d'Israël ne peuvent plus se faire la moindre illusion quant à cette politique. La politique d'Israël vise, de toute évidence, à conquérir de plus en plus de territoires arabes, à refuser, en fait, des négociations sur une base juste et honnête en vue d'un règlement général du conflit au Moyen-Orient, à annexer peu à peu les territoires occupés et à les englober dans l'Etat d'Israël. Comme les représentants arabes l'ont souligné, le dernier acte d'Israël — l'annexion des hauteurs du Golan — n'est certainement pas le dernier dans les aspirations expansionnistes des dirigeants d'Israël. Au contraire, cette annexion, si elle n'est pas arrêtée, sera considérée par Israël comme un tremplin vers d'autres territoires.

102. Ceux qui veulent voir la situation de manière objective sont bien obligés de reconnaître que ces avertissements sont sérieux. L'histoire d'Israël, depuis une trentaine d'années, le confirme, mais point n'est besoin aujourd'hui de remonter si loin. Il suffit de considérer les “états de service” du Gouvernement israélien depuis un ou deux ans pour s'en convaincre.

103. Aujourd'hui Israël continue d'occuper une bonne partie du territoire des Etats arabes voisins et ne se borne pas à les occuper. Il soumet la population autochtone à un contrôle militaire impitoyable et à une répression permanente.

104. Pendant l'été de 1980, la Knesset a passé une loi proclamant Jérusalem la capitale unie, indivisible et éternelle d'Israël. Autrement dit, la partie orientale arabe de cette ville a été annexée — comme chacun sait, elle fait partie des territoires arabes ancestraux occupés par Israël en 1967.

105. En juin 1981, les forces aériennes israéliennes ont lancé une attaque pirate sur le centre de recherche nucléaire de l'Iraq, pays qui n'a même pas de frontière commune avec Israël et en est éloigné de plusieurs centaines de kilomètres. En juillet de l'année dernière, la soldatesque israélienne s'est lancée dans une grande aventure au Liban, causant la mort de quelque 300 personnes et faisant des centaines de blessés à Beyrouth seule et Israël cherche à s'arroger arbitrairement le droit de violer l'espace aérien de l'Arabie saoudite.

106. En outre, il devient de plus en plus évident que les milieux dirigeants d'Israël ont des visées expansionnistes et agressives sur la Rive occidentale et la bande de Gaza, qui risquent d'être bientôt les nouvelles proies de la politique expansionniste de ce pays.

107. Il est clair, et cela a été souligné par de nombreux participants à cette discussion : Israël ne pourrait poursuivre avec défiance une telle politique qui va à l'encontre de toutes les règles du droit international et des principes des Nations Unies, s'il

ne bénéficiait pas de l'appui des Etats-Unis. Comme il était souligné dans la déclaration faite le 18 décembre 1981 par l'Agence TASS, les milieux dirigeants de l'Union soviétique considèrent que

“Ce nouvel acte d'agression est étroitement lié à la politique militariste des Etats-Unis d'Amérique et est la conséquence directe de l'accord antiarabe de Camp David et de la politique des règlements séparés. Il est la manifestation concrète de la “coopération stratégique” américano-israélienne et le résultat de la collusion des intérêts impérialistes des Etats-Unis et des ambitions expansionnistes d'Israël.” [S/14813, annexe.]

108. A propos de ce dernier acte commis par Israël à l'égard des hauteurs du Golan, Israël a reçu son mandat d'annexion des Etats-Unis, malgré les “réprimandes” purement symboliques de ces derniers qui essaient de se dissocier de l'expansion israélienne.

109. A Washington, on prétend officiellement qu'on n'était absolument pas au courant des intentions d'Israël d'annexer les hauteurs du Golan. Cependant, d'après les renseignements publiés par le *Washington Post*, l'ambassadeur des Etats-Unis à Israël avait été prévenu à l'avance par le secrétaire d'Etat Haig que Tel-Aviv envisageait cette annexion. D'un autre côté, le journal israélien *Ha'aretz* a parlé d'une lettre secrète qui aurait été adressée, en 1975, au Gouvernement américain par des dirigeants israéliens, lettre dans laquelle il était question de l'obligation des Etats-Unis de soutenir les prétentions d'Israël sur les hauteurs du Golan.

110. Les acrobaties verbales autour d'un prétendu retrait de ce mémorandum sur la coopération stratégique ne changent rien à l'essentiel des relations entre Washington et Tel-Aviv. L'émotion simulée et les querelles imaginaires ne peuvent masquer les efforts croissants déployés par les Etats-Unis et Israël pour forger une alliance militaire stratégique au Moyen-Orient.

111. Que dire, en fait, de la politique d'un gouvernement qui, le 17 décembre, vote pour une résolution du Conseil prévoyant l'adoption de mesures appropriées au cas où Israël refuserait de rapporter sa loi portant annexion des hauteurs du Golan et qui, lorsque Israël refuse de se conformer à la résolution du Conseil, n'exerce aucune pression soutenue sur cet Etat mais envoie à Jérusalem son Secrétaire d'Etat, qui déclare que le but de son voyage est de renforcer encore les relations d'amitié et de coopération entre les deux pays ? En outre, comme l'a rapporté la radio israélienne, le président Reagan, dans un message adressé au premier ministre Begin, a déclaré qu'il n'y avait plus de divergence de vues entre les Etats-Unis et Israël. Apparemment, Israël n'a pas le monopole du mépris des résolutions du Conseil, même lorsqu'elles sont adoptées à l'unanimité.

112. Pour ce qui est de la position de l'Union soviétique, comme nous l'avons déjà dit, elle condamne résolument cet acte du Gouvernement israélien. Nous estimons qu'il aggrave encore de manière dangereuse la situation au Moyen-Orient et qu'il pousse en fait cette région vers la guerre. Chacun sait que qui sème le vent, récolte la tempête.

113. Prenant la parole le 15 janvier, lors d'une réception en l'honneur du Premier Ministre adjoint et Ministre des affaires étrangères de la Syrie, M. Hadam, le Ministre des affaires étrangères de l'Union soviétique, M. Gromyko, a déclaré :

“Dans leur lutte pour défendre leurs droits souverains et pour arriver à un règlement juste et global du problème du Moyen-Orient, les pays et les peuples arabes de cette région peuvent continuer à compter sur l'appui de l'Union soviétique. C'est pour nous une politique de principe.”

114. Dans la situation où se trouve le Conseil, selon la délégation soviétique, les mesures les plus fermes et les plus efficaces devraient être prises à l'encontre d'Israël, les sanctions prévues au Chapitre VII de la Charte. Il est grand temps de mettre un terme à cette pratique perverse qui consiste à dire : “Nous voulons la paix et la négociation” alors que l'on fait en pratique tout le contraire, que l'on s'agrandit davantage sur le plan territorial et que l'on cherche à imposer sa volonté à partir d'une position de force. Il est impératif aujourd'hui de rappeler Israël à l'ordre, de le forcer à respecter le jugement de l'Organisation et de l'immense majorité des membres de la communauté internationale, sinon, nous serons obligés de nous réunir une fois de plus pour traiter de l'annexion d'une autre partie des territoires arabes.

115. Le projet de résolution dont nous sommes saisis [S/14832/Rev.1], bien entendu, n'est pas suffisant. Il ne prévoit pas, comme cela serait nécessaire, de mesures vraiment radicales et décisives à l'égard d'Israël. Cependant, la délégation de l'Union soviétique estime qu'étant donné la situation qui s'est créée au sein du Conseil sur le point à l'ordre du jour, l'adoption de ce projet de résolution serait positive et répondrait aux intérêts de la Syrie de même que d'autres pays arabes victimes de l'agression israélienne.

116. Je reprends maintenant mes fonctions de PRÉSIDENT.

117. Je crois comprendre que le Conseil est prêt à voter maintenant sur le projet de résolution révisé. S'il n'y a pas d'objections, je vais le mettre aux voix.

118. Le représentant de l'Irlande désire faire une déclaration avant le vote.

119. M. DORR (Irlande) [interprétation de l'anglais] : Monsieur le Président, bien que nous soyons

sur le point de procéder au vote, comme c'est la première fois que je prends la parole devant le Conseil, j'espère que vous me permettrez de commencer en vous présentant mes félicitations. Je tiens à vous présenter personnellement mes meilleurs vœux à l'occasion de votre accession à la présidence. Ceux d'entre nous qui ont travaillé avec vous au Conseil connaissent bien votre courtoisie et votre bonne humeur, de même que vos talents de diplomate, et nous sommes heureux de vous voir diriger nos travaux, en tant que président, ce mois-ci.

120. Je voudrais également exprimer à nouveau nos bons vœux et nos remerciements à votre prédécesseur, M. Otunnu, de l'Ouganda, qui a dirigé nos travaux pendant les jours difficiles de décembre avec un talent et une compétence exceptionnels.

121. L'une des meilleures décisions prises par le Conseil sous sa direction compétente, le mois dernier, a été de recommander à l'Assemblée générale de nommer le nouveau Secrétaire général à ses hautes fonctions. C'est un homme d'une grande expérience et d'une compétence particulière. Déjà, dans ses premières semaines à son poste, il a donné la preuve de ses qualités et de ses possibilités. Nous lui souhaitons tout le succès possible au cours de son mandat. Mon pays et ma délégation s'engagent à lui donner tout leur appui dans les efforts qu'il fera au nom de l'Organisation des Nations Unies.

122. La composition du Conseil lui-même a un peu changé depuis la dernière fois que j'ai pris la parole ici. J'aimerais donc rendre hommage aux membres sortants : le Mexique, le Niger, les Philippines, la République démocratique allemande et la Tunisie. Nous avons eu d'excellentes relations avec tous ces pays et nous avons coopéré étroitement avec eux au sein du Conseil l'année dernière. Nous leur présentons nos meilleurs vœux.

123. Je voudrais également souhaiter la bienvenue aux nouveaux membres qui se sont joints à nous : le Guyana, la Jordanie, la Pologne, le Togo et le Zaïre. Pendant l'année qui nous reste en tant que membre non permanent du Conseil, nous espérons travailler avec eux et avec tous nos collègues en étroite coopération et dans l'harmonie.

124. Face aux nombreuses complexités de la situation au Moyen-Orient, l'Irlande a toujours soutenu avec fermeté une idée fondamentale : la nécessité d'arriver, au moyen de négociations entre toutes les parties, à un règlement de paix global, juste et durable. Les principes énoncés par le Conseil, il y a 14 ans dans la résolution 242 (1967), joints à ceux de la résolution 338 (1973), sont, à nos yeux, fondamentaux dans de telles négociations — bien que nous estimions qu'à eux seuls, ils ne suffisent pas. Il faut les compléter sur plusieurs points si l'on veut tenir compte de tous les aspects du problème, notamment des droits légitimes du peuple palestinien.

125. Dans sa résolution 242 (1967), le Conseil a établi deux principes fondamentaux : premièrement, l'inadmissibilité de l'acquisition de territoire par la guerre et le retrait d'Israël des territoires occupés et, deuxièmement, la cessation de tous états de bel-ligérance et le plein respect de l'intégrité territoriale de chaque Etat et de leur droit de vivre en paix à l'intérieur de frontières sûres et reconnues. La décision prise par Israël le 14 décembre dernier concernant les hauteurs du Golan va à l'encontre de ces deux principes.

126. Bien sûr, nous ne sommes pas naïfs. Nous savons que la réalisation d'un règlement global, juste et durable au Moyen-Orient reste un objectif éloigné. Après avoir suivi ce débat, il est certes difficile d'être optimiste. Cependant, si éloignée que puisse paraître à l'heure actuelle cette perspective, nous continuons d'insister sur un tel règlement global de paix et, pour sa part, l'Irlande jugera les actes des parties au conflit selon qu'ils permettront de faire progresser ou reculer la réalisation de cet objectif.

127. Sur cette base, il convient de condamner sans réserve la décision prise le 14 décembre par Israël d'étendre ses lois, sa juridiction et son administration au territoire syrien occupé des hauteurs du Golan. Selon nous, cette décision est à la fois erronée et dangereuse, d'autant plus qu'il convient de la placer dans le contexte d'une décision similaire concernant la Jérusalem orientale, de l'occupation continue d'autres territoires, à l'exception du Sinaï, de la politique de colonies de peuplement et des déclarations qui laissent entendre que la plupart des territoires occupés seront conservés définitivement. Nous estimons que cette décision est erronée, car elle revient à une annexion et nous n'acceptons pas le droit d'annexer un territoire de cette manière. Nous estimons qu'elle est dangereuse étant donné qu'elle aggrave grandement les tensions existant dans la région et qu'elle constitue un défi direct aux deux principes que je viens de mentionner et sur lesquels doit se fonder tout règlement. Ce défi ne peut rester sans réponse. La validité de ces principes doit être défendue, ne serait-ce que dans l'intérêt à long terme d'Israël.

128. Il était donc juste, à la suite de la décision prise par Israël le 14 décembre dernier, de saisir d'urgence le Conseil de la question. Avec tout le respect dû au représentant d'Israël, qui a évoqué d'autres problèmes auxquels fait face le monde, je dirai que cette question est vraiment grave. Le conflit au Moyen-Orient fait peser une grave menace sur la paix mondiale, et une décision qui aggrave pareillement les tensions existant dans la région et qui bafoue clairement les principes fondamentaux de tout règlement pacifique à venir doit, à juste titre, profondément préoccuper le Conseil.

129. Une première mesure nécessaire était de déclarer que la décision prise par Israël était nulle et non avenue et qu'elle devait être rapportée. C'est ce que le Conseil a décidé dans sa résolution 497 (1981).

L'Irlande a fait connaître sa position à cette époque en votant pour cette résolution. Nous nous félicitons que cette résolution ait été adoptée à l'unanimité, ce qui montre clairement la volonté unie de la communauté internationale sur une question fondamentale, et ce malgré les divergences de vues existant parmi nous sur de nombreux autres problèmes internationaux.

130. Dans sa résolution, le Conseil a fixé une date limite et prié le Secrétaire général de lui faire rapport. Ce rapport vient de nous être distribué [S/14821] et il en ressort clairement qu'Israël n'a pas rapporté et qu'il ne rapportera pas sa décision, comme le Conseil le lui demande.

131. Le rapport du Secrétaire général contient la réponse officielle d'Israël à la décision du Conseil. Sur la base de cette réponse et des déclarations faites par Israël au Conseil, il semblerait, si je peux me permettre de la résumer, que la réponse israélienne souligne trois points : premièrement, que la Syrie se considère en état de guerre depuis 1948 avec Israël; deuxièmement, que l'annexion était nécessaire pour mettre fin à ce qu'on appelle une situation anormale afin de "normaliser" la situation dans la région des hauteurs du Golan et, troisièmement, qu'Israël demeure néanmoins prêt à négocier inconditionnellement avec la Syrie, conformément aux résolutions 242 (1967) et 338 (1973) — négociations que n'excluent pas dit-il les récentes décisions adoptées par le Gouvernement et le Parlement israéliens.

132. Nous ne voyons rien dans ces éléments qui puisse justifier la décision israélienne d'annexer un territoire dont l'occupation a commencé il y a 14 ans ni son refus de rapporter cette décision comme le lui demande le Conseil.

133. En ce qui concerne le premier point, nous sommes pleinement conscients des relations hostiles existant entre la Syrie et Israël, qui ressortent clairement des déclarations faites au cours du débat. Mais cela ne saurait justifier l'annexion d'un territoire en violation du principe de l'intégrité territoriale des Etats et de celui de l'inadmissibilité de l'acquisition de territoire par la force. Cette mesure ne peut que nuire à des relations déjà difficiles et ne fera que retarder encore toute possibilité qui pourrait s'offrir pour l'ouverture de négociations auxquelles Israël se dit favorable.

134. Le deuxième point que souligne Israël est qu'il était nécessaire de normaliser la situation existant dans un territoire occupé militairement depuis environ 14 ans — territoire qui, légalement, demeure syrien. Cela signifie-t-il que des mesures similaires pourraient être prises dans d'autres territoires occupés afin d'y "normaliser" aussi la situation ? Comment de telles mesures ainsi que la tension accrue qui en découlera inévitablement peuvent-elles contribuer à normaliser la situation pour les habitants des hauteurs du Golan ou de tout autre territoire occupé ?

135. Le troisième point souligné par Israël est qu'il demeure disposé à négocier inconditionnellement un règlement de paix, conformément aux résolutions 242 (1967) et 338 (1973). Il dit aussi que la loi relative aux hauteurs du Golan n'exclut pas et n'entrave pas ces négociations. Cela signifie-t-il qu'Israël, malgré une décision qui équivaut à une annexion, est toujours prêt à envisager un retrait négocié du territoire dans le cadre d'un règlement de paix global au Moyen-Orient ? Si c'est cela, tant mieux, mais, comme je l'ai déjà dit, bien que les résolutions 242 (1967) et 338 (1973) soient fondamentales et qu'elles demeurent valables, elles ne constituent pas en elles-mêmes un cadre approprié pour un règlement de paix global. Certaines questions, dont ces résolutions ne traitent pas, devront cependant être prises en considération si l'on veut parvenir à un règlement juste et durable.

136. Néanmoins, il faut se féliciter qu'Israël — si du moins telle est bien son intention — laisse entendre qu'il ne considère pas la décision qu'il a prise le 14 décembre dernier comme une décision inaltérable. Israël se flatte de laisser entendre qu'il est toujours désireux d'entamer des négociations concernant le territoire, mais il n'en demeure pas moins que cette attitude se trouve altérée par la décision qu'il a prise d'y renforcer sa mainmise. Par cette décision, Israël ne fait que rendre plus difficiles ses relations avec la Syrie, et tant qu'elle n'aura pas été rapportée elle continuera de faire obstacle à tout effort visant à favoriser des négociations.

137. Il ressort clairement de ce qui précède que l'Irlande estime que la réponse faite par Israël à la résolution 497 (1981) est inacceptable et qu'Israël ne s'est pas conformé au paragraphe 2 de cette résolution, dans lequel le Conseil exige qu'Israël rapporte sa décision. Que doit donc faire le Conseil ?

138. L'Irlande estime que, comme cela a été le cas au cours de la première phase du débat, en décembre dernier [2316^e à 2319^e séance], le Conseil doit, à cette deuxième phase de l'examen de la question, se montrer ferme et si possible unanime. Nous estimons également que la décision du Conseil doit être claire et précise et en rapport avec les décisions qui l'ont provoquée. Cela revient à dire que nous ne voudrions pas que l'on demande aux Etats d'envisager une série de mesures générales mais imprécises visant à punir ou à dissuader Israël. Ce que nous désirons, ce sont des décisions claires mais des décisions portant spécifiquement sur l'annexion du territoire par Israël et propres à garantir qu'une telle mesure sera dépourvue de tout effet juridique international.

139. L'annexion par Israël revêt plus un caractère légal et administratif que militaire. Cela ne veut pas dire que nous voulions minimiser ces mesures, étant donné qu'elles peuvent avoir un caractère plus grave à bien des égards que celles prises directement sur le terrain. Ces mesures visent, au moyen d'un acte juridique, à faire d'une occupation temporaire une

réalité politique durable. Selon nous, il convient maintenant que le Conseil contrecarre cette mesure par des mesures juridiques spécifiques prévoyant certains moyens précis propres à assurer qu'aucun Etat ne reconnaîtra cette prétendue réalité.

140. Cela signifie, à notre avis, que le Conseil doit, premièrement, réaffirmer que la décision israélienne est nulle et non avenue et illégale; deuxièmement, décider officiellement que les Etats ne doivent pas la reconnaître, directement ou indirectement et, troisièmement, décider très clairement qu'il incombe à tous les Etats de réexaminer leurs relations de tous ordres avec Israël pour veiller à ce qu'aucune reconnaissance de ce genre ne soit accordée ou sous-entendue. Le Conseil doit donc décider de garder cette question à l'ordre du jour et faire en sorte que cette décision israélienne ne soit pas considérée petit à petit comme constituant un fait accompli.

141. Ma délégation a travaillé avec des délégations ayant le même point de vue pour élaborer un projet de résolution qui tienne compte de ces éléments. Nous l'avons fait tout d'abord parce que nous estimions qu'un projet de résolution de ce genre serait une réponse appropriée de la part du Conseil et aussi parce que nous estimions qu'un tel projet offrait le meilleur espoir de maintenir l'unanimité qui s'est manifestée au sein du Conseil lorsque celui-ci a adopté la résolution 497 (1981).

142. Nous regrettons qu'il n'ait pas été possible jusqu'ici de parvenir à un accord entre tous les membres du Conseil sur une telle méthode. Au lieu de cela, nous sommes saisis d'un projet de résolution proposé par la Jordanie [S/14832/Rev.1]. C'est ce projet que nous devons maintenant examiner.

143. J'aimerais dire tout d'abord que l'Irlande est d'accord avec plusieurs aspects de ce projet de résolution. En particulier, nous sommes d'accord avec la ferme condamnation d'Israël au paragraphe 1 du dispositif, étant donné que ce pays n'a pas donné effet aux décisions du Conseil. Par ailleurs, nous nous trouvons devant un dilemme parce que certains aspects du projet actuel soulèvent pour nous quelques difficultés.

144. Le paragraphe 2 du dispositif du projet de résolution, qui se fait l'écho de l'un des alinéas du préambule, contient une formule décidant que les mesures israéliennes constituent un "acte d'agression". Quant à nous, nous condamnons fermement ces mesures et nous estimons qu'elles constituent une menace à la paix et à la sécurité internationales. Toutefois, les complexités de la notion d'agression sont telles que nous estimons qu'il serait plus approprié, dans ce projet, que le Conseil décide que les mesures israéliennes constituent une menace à la paix et à la sécurité internationales, ce qui permettrait de reprendre l'idée contenue dans le préambule. Nous estimons que nous ne pouvons accepter totalement le libellé actuel du paragraphe 2 du dispositif.

145. Le paragraphe 3 du dispositif du projet de résolution est complexe quant à sa formulation et n'est pas totalement précis quant à son contenu. Nous nous félicitons des indications données officieusement par l'auteur du projet, selon lesquelles il est entendu que le caractère non obligatoire des termes "devraient envisager de prendre" couvre toutes les dispositions du paragraphe, bien que cela ne ressorte pas très clairement du texte anglais. Nous nous félicitons également du fait que les rédacteurs du projet ont quelque peu modifié le texte initial de ce paragraphe afin de ne pas donner à son libellé un caractère contraignant.

146. Cependant, en tant que membre du Conseil votant sur un projet de résolution, l'Irlande prend très au sérieux la fonction législative du Conseil aux termes du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies. Nous aimerions que le libellé de toute décision du Conseil soit complètement clair et précis afin que la communauté internationale dans son ensemble connaisse précisément la nature et l'ampleur des obligations imposées ou recommandées en vertu d'une telle décision. Nous regrettons que le libellé du paragraphe, en dépit des efforts des rédacteurs, ne réponde pas, à notre avis, à cette condition.

147. En outre — et c'est peut-être la chose la plus importante — nous constatons que les mesures demandées aux Etats Membres dans la deuxième partie du paragraphe exigeraient d'eux, s'ils lui donnaient suite, qu'ils s'abstiennent de coopérer avec Israël dans tous les domaines afin de le dissuader de poursuivre sa politique d'annexion.

148. Nous estimons que cette formule a un caractère beaucoup trop large. Elle prévoit des mesures contre Israël dans tous les domaines, mesures qui auraient un caractère punitif ou un effet de dissuasion. Dans le contexte actuel, nous estimons que ces mesures, qu'elles soient obligatoires ou non, sont beaucoup trop larges et beaucoup trop radicales. En revanche, nous aurions pu accepter une formule demandant à tous les Etats de s'abstenir de toute aide ou de toute coopération avec Israël qui l'encouragerait dans sa politique d'annexion. Cette formule répondrait à la nécessité de voir le Conseil réagir fermement et porterait précisément sur ce que l'on considère comme étant important, à savoir faire en sorte que les Etats n'encouragent pas Israël dans sa politique d'annexion.

149. Il est vrai, comme je l'ai déjà dit, que la formule actuelle ne semble pas avoir un caractère obligatoire, en dépit de certaines imprécisions que j'ai déjà mentionnées. En conséquence, tous les Etats, y compris le mien, auraient toute latitude d'appliquer ou non cette décision si elle était adoptée. Mais, comme je l'ai dit, nous estimons que nous devons, en tant que membres du Conseil, prendre nos responsabilités très au sérieux lorsque nous recommandons ou exigeons que des mesures soient prises par tous les Etats, y compris par ceux qui ne sont pas Membres de l'Organisation des Nations Unies. Nous estimons que

nous manquerions à notre responsabilité si nous votions ici pour un projet de résolution qui recommande à tous les Etats une série de mesures qui sont, à notre avis, beaucoup trop larges et beaucoup trop étendues, et que, pour cette raison, nous ne voudrions pas nous-mêmes appliquer.

150. D'autres aspects du projet de résolution soulèvent pour nous quelques difficultés, mais étant donné nos sentiments très vifs face à l'action israélienne, nous aurions pu accepter ces autres formules. Toutefois, en raison de ces éléments et d'autres points importants que j'ai déjà mentionnés, nous avons décidé, après un examen très approfondi, de nous abstenir lors du vote sur le texte dont nous sommes saisis.

151. Il y a peut-être lieu de penser que si ce projet de résolution est mis aux voix aujourd'hui, il risque de ne pas recevoir l'appui nécessaire au sein du Conseil. Je crois qu'il serait regrettable que le Conseil ne soit pas d'accord sur les autres mesures à prendre. Mais si cela arrivait, je crois aussi qu'Israël ne devrait pas considérer l'échec du Conseil en ce qui concerne un accord sur les mesures à prendre comme constituant une division réelle au sein de la communauté internationale eu égard au principe fondamental en jeu dans son annexion des hauteurs du Golan. Le Conseil a déjà montré, par son adoption unanime de la résolution 497 (1981), il y a un mois, son accord général en ce qui concerne ce principe et en ce qui concerne les mesures prises par Israël en violation de ce principe. Il a également montré que, même si la communauté internationale est parfois divisée en ce qui concerne d'autres questions, elle est totalement unie lorsqu'il s'agit de considérer la décision israélienne comme nulle et non avenue et comme constituant un grave obstacle à la recherche d'un règlement pacifique et global au Moyen-Orient.

152. L'Irlande, pour sa part, continuera d'agir conformément aux termes de la résolution 497 (1981), lesquels continuent d'être valables tant pour mon pays que pour tous les Etats Membres.

153. Mme KIRKPATRICK (Etats-Unis d'Amérique) [*interprétation de l'anglais*] : Monsieur le Président, je voudrais commencer comme tout le monde, c'est-à-dire, premièrement, en vous félicitant de votre accession à la présidence du Conseil; deuxièmement, en exprimant ma reconnaissance personnelle et celle de mon gouvernement au Président sortant pour la distinction et la compétence avec lesquelles il s'est acquitté de ses fonctions et, troisièmement, en exprimant une fois de plus nos félicitations au nouveau Secrétaire général. Nous félicitons également l'Organisation des Nations Unies elle-même de la chance qu'elle a eue de trouver un homme aussi compétent et aussi expérimenté pour diriger les affaires internationales.

154. Comme l'ont fait de nombreux représentants qui m'ont précédée, j'aimerais aussi réaffirmer publi-

quement notre profonde reconnaissance à M. Kurt Waldheim pour les longues années de services dévoués et extrêmement constructifs qu'il a rendus à l'Organisation. Notre dette collective à son endroit est grande, assurément, et je suis certain que nous allons contracter la même dette à l'égard du nouveau Secrétaire général. Le président Reagan a déjà eu l'occasion d'adresser personnellement ses félicitations au nouveau Secrétaire général et d'exprimer le plaisir tout particulier qu'éprouvent les Etats-Unis devant l'accession à ces hautes fonctions d'un citoyen d'un pays membre éminent de l'hémisphère occidental.

155. Tout comme ceux qui ont pris la parole cet après-midi, j'aimerais aussi souhaiter la bienvenue au sein du Conseil aux nouveaux membres et dire que les représentants des membres non permanents sortants me manqueront beaucoup. Je crois que nous avons tous apprécié la compagnie, au sein du Conseil, des représentants du Mexique et de la Tunisie et des autres membres du Conseil dont le mandat vient d'expirer. Je dois dire aussi que nous avons pleinement tiré parti de notre association avec eux.

156. Pour en venir à l'affaire qui nous occupe, mon pays s'oppose au projet de résolution présenté par la Jordanie pour des raisons qui sont importantes non seulement en ce qui concerne la façon de traiter dûment de la question à l'ordre du jour, celle de la législation d'Israël dans les hauteurs du Golan, mais aussi parce que nous nous préoccupons de l'avenir de l'Organisation des Nations Unies et de l'aptitude du Conseil de sécurité à jouer un rôle positif dans le maintien de la paix et de la sécurité mondiales.

157. Le projet de résolution auquel nous nous heurtons aujourd'hui constitue, à notre avis, une aberration, et même une perversion, si l'on songe au rôle même que le Conseil de sécurité est appelé à jouer au titre du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies. L'article 39 de la Charte charge le Conseil de sécurité de la responsabilité d'agir en cas de menace à la paix et à la sécurité internationales. Le rôle que le Conseil est appelé à jouer est donc, par définition, un rôle constructif : empêcher "la situation de s'aggraver". Ce projet, croyons-nous, risque de faire le contraire; loin d'empêcher la situation de s'aggraver, il contribuerait à l'aggraver. D'ailleurs, il a déjà réussi à exacerber les problèmes terriblement difficiles du Moyen-Orient en divisant ceux dont la coopération est nécessaire pour résoudre les problèmes, en semant la suspicion et en attisant les hostilités. Un torrent d'invectives a déferlé dans cette salle, menaçant jour après jour de faire prévaloir la haine et le cynisme sur l'esprit de raison et de compromis.

158. Les Etats-Unis ont essayé par tous les moyens de démontrer leur volonté résolue d'être équitables et raisonnables face à la situation dans les hauteurs du Golan. Nous avons refusé de nous laisser entraîner dans des polémiques acrimonieuses ou détourner de la recherche de vraies solutions susceptibles de rendre

plus sûre la vie des gens qui existent réellement dans la région. Rien ne nous empêchera de continuer de rechercher des moyens constructifs d'aboutir à la paix pour Israël et pour ses voisins.

159. Il serait bon, pour y parvenir, pensons-nous, de commencer par appliquer les résolutions du Conseil. Nous croyons que les résolutions 242 (1967), 338 (1973) et 497 (1981) peuvent servir de base à cette recherche constructive. Nous demandons instamment qu'elles soient toutes trois appliquées.

160. A cette occasion, et dans cette salle où l'on a tant parlé d'agression, de répression et du désir des peuples de vivre en paix, je ne peux m'empêcher de mentionner les problèmes que connaît de par le monde un peuple qui, en ce moment, se voit dénier la paix et l'autonomie. Quelle extraordinaire institution que celle-ci : voilà plus d'un mois qu'a commencé la répression massive, brutale, du peuple polonais, et l'on n'a jamais encore mentionné ici la violation de ses droits de l'homme et les violations de la Charte des Nations Unies, de l'Acte final d'Helsinki³ et de la Déclaration universelle des droits de l'homme⁴ qui ont eu lieu en Pologne. Nous voulons à cette occasion exprimer notre solidarité avec le peuple de Pologne et avec les habitants du Golan et affirmer que notre gouvernement s'engage à œuvrer pour les droits de tous les peuples auxquels sont actuellement refusées la liberté, l'autodétermination et l'autonomie.

161. Nous n'approuvons pas l'annexion par Israël des hauteurs du Golan; d'ailleurs, nous ne croyons même pas que cette annexion s'est produite. Nous estimons qu'il faut poursuivre les négociations qui démontreront ce fait.

162. Le PRÉSIDENT (*interprétation du russe*) : Je mets maintenant aux voix le projet de résolution qui fait l'objet du document S/14832/Rev.1.

Il est procédé au vote à main levée.

Votent pour : Chine, Espagne, Guyana, Jordanie, Ouganda, Pologne, Togo, Union des Républiques socialistes soviétiques, Zaïre.

Votent contre : Etats-Unis d'Amérique.

S'abstiennent : France, Irlande, Japon, Panama, Royaume-Uni, Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord.

Il y a 9 voix pour, une voix contre et 5 abstentions. La voix contre étant celle d'un membre permanent du Conseil, le projet de résolution n'est pas adopté.

163. Le PRÉSIDENT (*interprétation du russe*) : Je donne la parole aux représentants qui souhaitent expliquer leur vote après le vote.

164. Sir Anthony PARSONS (Royaume-Uni) [*interprétation de l'anglais*] : Je voudrais commencer par

vous adresser mes compliments les plus chaleureux pour votre accession à la présidence du Conseil. Comme de coutume, je suis déprimé à l'idée d'avoir à vous succéder à la présidence après un mois aussi tumultueux; j'espère avec ferveur que ce sera tout le contraire le mois prochain.

165. Je veux aussi, et non pour la première fois, adresser les chaleureux remerciements de ma délégation et les miens propres à mon excellent ami, M. Olara Otunnu, de l'Ouganda, pour la manière admirable dont il a dirigé nos travaux le mois dernier.

166. Je veux aussi, en mon nom personnel, au nom de ma délégation et au nom de mon gouvernement, féliciter de tout cœur le nouveau Secrétaire général, Javier Pérez de Cuéllar, et lui adresser nos souhaits de bienvenue. Je le connais bien, je l'admire depuis longtemps en tant qu'ami et je le respecte profondément en tant que collègue, diplomate et administrateur. Je puis lui dire qu'il s'est déjà acquis une place spéciale dans le cœur des Britanniques : dans le numéro du 19 janvier du *Times* de Londres, ce vénérable organe de la presse, a paru de lui un profil rapide à l'occasion de son anniversaire. Pour des Britanniques, c'est un accueil chaleureux en soi.

167. Je veux également, en son absence, dire cordialement adieu à mon très vieil ami et cher collègue, Kurt Waldheim, qui pendant 10 ans s'est dépensé sans compter au service de l'Organisation, dire aussi un adieu attristé aux membres non permanents du Conseil qui nous ont quittés et souhaiter une très sincère bienvenue à ceux qui viennent de se joindre à nous.

168. Mon gouvernement a déjà clairement exposé sa position quant à la décision d'Israël d'étendre aux hauteurs du Golan les lois, la juridiction et l'administration de l'Etat d'Israël. Comme je l'ai dit au Conseil le 16 décembre 1981, aucun Etat ne doit acquérir par la force le territoire d'un autre Etat [2316^e séance, par. 74]. Nous rejetons complètement l'initiative prise unilatéralement par Israël de changer le statut des hauteurs du Golan et la condamnons.

169. Avec les autres membres du Conseil, nous nous sommes associés à l'adoption à l'unanimité de la résolution 497 (1981). Comme il est dit dans cette résolution, nous tenons la décision israélienne pour nulle et non avenue et sans effet juridique sur le plan international. Nous pensons également que toutes les dispositions de la quatrième Convention de Genève, du 12 août 1949², continuent de s'appliquer au territoire syrien occupé par Israël depuis juin 1967. Nous condamnons fermement le fait qu'Israël ne se soit pas conformé à la résolution 497 (1981) et n'ait pas rapporté sa décision.

170. Dans ces conditions, il apparaît clairement que mon gouvernement souscrit à la plupart des idées reprises dans le projet sur lequel le Conseil vient de voter. En fait, il y a bien des idées que nous pouvons

appuyer. Nous devons préciser au Gouvernement israélien que sa décision d'étendre la juridiction israélienne aux hauteurs du Golan est totalement inacceptable. Nous ne pouvons en aucune manière admettre cette façon de faire qui, à notre avis, constitue une provocation et porte gravement atteinte à notre objectif, qui est de favoriser une paix et une sécurité durables au Moyen-Orient. Notre patience et celle de la communauté internationale ont été mises à rude épreuve. Si Israël continue de s'éloigner de plus en plus de ses voisins, empêchant toute conciliation, il ne peut pas s'imaginer échapper indéfiniment aux conséquences de ses actes.

171. Mon gouvernement aurait aussi aimé que le Conseil parte de la base de l'unanimité qui s'était faite précédemment. Depuis le début, nous faisons valoir aux délégations l'importance du consensus au Conseil si nous voulons atteindre notre objectif, qui est d'amener Israël à rapporter sa décision et à s'abstenir de tout acte similaire à l'avenir. Nous regrettons que nos conseils n'aient pas été entendus. Le projet de résolution sur lequel nous venons de voter ne contenait manifestement pas la base d'un tel consensus. Voilà pourquoi nous avons décidé de nous abstenir.

172. Nous avons également certaines réserves sur le texte. Par exemple, nous avons des doutes sur la constatation, par le Conseil, aux termes de l'Article 39 de la Charte, que l'acte israélien est un "acte d'agression". Cette constatation, à notre avis, serait l'une des plus graves et des plus importantes que le Conseil est habilité à faire. Nous constatons que, même à l'époque de la guerre de Corée, qui a fait des centaines de milliers de morts, le Conseil n'a pas été plus loin que la résolution 82 (1950), où il constate que les événements en question constituaient une rupture de la paix.

173. Nous estimons que le Conseil devrait plutôt, en l'occurrence, rechercher un consensus qui, sans faire de constatation en vertu du Chapitre VII, inviterait tous les Etats à s'abstenir d'actes ou de déclarations qui sous-entendraient la reconnaissance de la décision d'Israël ou qui viendraient étayer cette décision. Le Conseil aurait pu aussi demander à tous les Etats Membres de s'abstenir de fournir à Israël une aide, quelle qu'elle soit, qui pourrait être utilisée concrètement dans les hauteurs syriennes occupées du Golan; il aurait pu aussi dire que tous les Etats Membres devraient refuser d'avoir des relations avec les institutions israéliennes dans les hauteurs du Golan et ne devraient participer à aucune activité ou aucune manifestation organisée dans ce territoire par le Gouvernement israélien. La liste est loin d'être épuisée. Pour sa part, mon gouvernement envisage quelles mesures de ce genre il pourrait prendre sur une base unilatérale.

174. Enfin, mon gouvernement estime que nous ne devons pas voir l'incapacité du Conseil à trouver un consensus comme un échec, mais plutôt comme un

revers temporaire. Mon gouvernement reste prêt, sur cette question, à travailler à un véritable consensus au sein du Conseil car il constitue, à notre avis, le meilleur moyen de parvenir à notre objectif commun, qui est d'amener le Gouvernement israélien à rapporter son acte illégal.

175. M. LOUET (France) : Monsieur le Président, il m'est agréable de saluer en vous un diplomate éprouvé dont l'expérience et l'objectivité seront particulièrement utiles au Conseil pour mener à bien ses travaux dans des circonstances difficiles.

176. Je vous serais reconnaissant de bien vouloir transmettre nos remerciements et nos félicitations à votre prédécesseur, M. Olara Otunnu, pour le brio et l'efficacité avec lesquels il s'est acquitté de sa tâche de président pendant le mois de décembre.

177. Je me félicite également de la présence parmi nous de M. Javier Pérez de Cuéllar. Je lui souhaite plein succès dans ses fonctions de Secrétaire général et tiens à l'assurer que le Gouvernement français est décidé à lui apporter son entier concours.

178. Je suis enfin très heureux de saisir cette occasion pour saluer les nouveaux membres du Conseil, les représentants du Guyana, de la Jordanie, de la Pologne, du Togo et du Zaïre.

179. Le refus du Gouvernement israélien de se conformer aux dispositions de la résolution 497 (1981) du Conseil, adoptée à l'unanimité le 17 décembre 1981, a conduit celui-ci à reprendre son débat pour envisager des mesures appropriées selon les termes mêmes de la résolution précitée. La décision prise par Israël d'imposer ses lois, sa juridiction et son administration dans les hauteurs du Golan syrien occupé est, en effet, une affaire particulièrement grave sur laquelle le Gouvernement français a eu l'occasion de se prononcer. Je rappellerai seulement, à cet égard, le texte du communiqué du Conseil des ministres en date du 16 décembre 1981 et l'intervention du représentant français au Conseil de sécurité, également le 16 décembre, qui s'est exprimé en ces termes :

"Le Gouvernement français condamne fermement cet acte qui équivaut à une annexion et porte une atteinte directe à la souveraineté de la Syrie sur un territoire qui lui appartient et qui a été occupé par les forces israéliennes en 1967. Cet acte est contraire au droit international et aux résolutions de l'Organisation des Nations Unies. Il constitue une violation du principe de la non-acquisition de territoire par la force qui figure dans la résolution 242 (1967) du Conseil." [2317^e séance, par. 90.]

180. Le Conseil vient de se prononcer sur le projet de résolution qui fait l'objet du document S/14832/Rev.1. La France s'est abstenue pour plusieurs raisons. Elle aurait d'abord préféré qu'un tel projet fasse l'objet de négociations approfondies de nature à provoquer un

consensus. Elle aurait ensuite souhaité pouvoir apporter sa voix à un texte qui aurait permis de progresser sur la voie d'un règlement négocié. Or le projet de résolution soumis au scrutin ne répondait pas à ces préoccupations qui, pour notre pays, étaient essentielles.

181. Dans cet esprit, la délégation française était certes prête à s'associer à des mesures appropriées. Il s'agissait en effet de bien marquer le caractère nul et non avenue de la loi adoptée par le Parlement israélien et, par conséquent, d'en tirer à cet égard toutes les conséquences dans les rapports des États Membres avec Israël pour ce qui concerne le Golan syrien occupé. Des documents de travail ont été établis par certains membres du Conseil; certaines des suggestions qu'ils contenaient correspondaient à nos idées.

182. Une résolution véritablement constructive, aux yeux de la délégation française, aurait dû, en outre, rappeler la nécessité du retrait des territoires occupés par Israël en 1967.

183. De même, un tel texte aurait dû comprendre des dispositions ouvrant la voie à une paix globale, juste et durable au Moyen-Orient, établie sur une base des résolutions pertinentes du Conseil, paix qui devrait comprendre également la reconnaissance des droits du peuple palestinien.

184. Au terme de ce débat, le Gouvernement français tient à réaffirmer qu'il considère que la loi adoptée par le Parlement israélien est nulle et non avenue et ne saurait, par conséquent, modifier en quoi que ce soit le statut du Golan. Le Gouvernement français lance de nouveau un appel à Israël pour qu'il se conforme aux principes du droit international et pour qu'il renonce à mettre des obstacles sur la voie de la paix au Moyen-Orient.

185. M. NISIBORI (Japon) [*interprétation de l'anglais*] : Etant donné que c'est la première fois que je prends la parole ce mois-ci, je voudrais vous présenter, Monsieur le Président, mes félicitations les plus chaleureuses pour votre accession à la présidence du Conseil. Vos activités exemplaires à l'Organisation des Nations Unies vous ont acquis une estime, une amitié et un respect que vous méritez amplement. Je vous souhaite plein succès dans votre importante tâche.

186. Je voudrais également rendre hommage à votre prédécesseur, M. Olara Otunnu, de l'Ouganda, pour la manière remarquable avec laquelle il s'est acquitté des devoirs requis par ses hautes fonctions au cours du mois dernier.

187. En même temps, je voudrais aussi souhaiter chaleureusement la bienvenue aux membres du Conseil qui ont été élus pour les années 1982 et 1983 — nos amis du Guyana, de la Jordanie, de la Pologne, du Togo et du Zaïre. Tous nous sont bien connus et tous ont déjà pris une part active à nos débats.

188. Qu'il me soit permis d'exprimer les remerciements très sincères de ma délégation aux cinq collègues qui ont quitté le Conseil à la fin de l'année dernière, à savoir les représentants du Mexique, du Niger, des Philippines, de la République démocratique allemande et de la Tunisie. Ils méritent tous qu'un hommage vibrant leur soit rendu pour les contributions qu'ils ont apportées à nos travaux tout au long de leur mandat. Ma délégation se félicite sincèrement de l'aimable assistance, de la coopération et de l'amitié qu'ils nous ont accordées.

189. C'est également un grand honneur pour moi que de présenter, au nom de mon gouvernement, nos sincères félicitations à M. Javier Pérez de Cuéllar, à l'occasion de sa désignation au poste de Secrétaire général. Homme d'Etat à la sagesse et à l'autorité reconnues, M. Pérez de Cuéllar a déjà derrière lui une longue et brillante carrière à l'Organisation des Nations Unies puisque, dès 1971, il a été représentant du Pérou et, tout récemment, assumait les fonctions de Secrétaire général adjoint aux affaires politiques spéciales. Il s'est constamment acquitté de ses responsabilités d'une manière qui lui a acquis l'admiration, le respect et la confiance de ses collègues à l'Organisation des Nations Unies. Nous estimons qu'il est particulièrement heureux que, à cette heure, les rênes du pouvoir aient été confiés à un représentant de l'Amérique latine, continent dont l'importance dans les affaires mondiales ne fera que croître au cours des années à venir. En tant que pays entretenant des relations amicales avec le Pérou, le Japon se félicite de pouvoir souhaiter chaleureusement la bienvenue à M. Pérez de Cuéllar à son nouveau poste. Il peut être assuré du plein appui et de l'entière coopération de ma délégation lorsqu'il devra s'acquitter des responsabilités sans nombre inhérentes à ses fonctions.

190. Enfin, je me félicite de l'occasion qui m'est offerte pour exprimer à M. Kurt Waldheim les sincères remerciements de mon gouvernement pour les qualités remarquables de dirigeant dont il a fait preuve au cours des 10 années pendant lesquelles il a assumé les fonctions de Secrétaire général. M. Waldheim a dirigé l'Organisation des Nations Unies, tout au long d'une décennie semée de difficultés, avec un dévouement sans failles mis au service de la communauté internationale et avec un engagement à toute épreuve en faveur de la cause de la paix, de la justice et de la coopération entre les nations.

191. Pour en venir maintenant à la question qui nous occupe, la position fondamentale de mon gouvernement à ce sujet a été énoncée très clairement dans une déclaration que le Ministre des affaires étrangères du Japon a faite le 15 décembre 1981 [S/14797]. Dans ma déclaration au Conseil, le 16 décembre j'ai réaffirmé cette position [2317^e séance, par. 53].

192. Les mesures prises par Israël pour imposer ses lois, sa juridiction et son administration dans les hauteurs syriennes occupées du Golan violent de

façon flagrante le droit international ainsi que les résolutions 242 (1967) et 338 (1973) du Conseil. Le Japon ne saurait tolérer de telles mesures et exige qu'Israël les rapporte immédiatement.

193. La communauté internationale a, à maintes reprises, condamné Israël pour ses nombreuses violations du droit international et des résolutions pertinentes de l'Organisation des Nations Unies. Je veux parler tout particulièrement de son annexion de la Jérusalem orientale pendant l'été de 1980 et du bombardement des installations nucléaires irakiennes en juin 1981. Mais Israël n'a pas entendu ces avertissements et a pris ses récentes mesures relatives aux hauteurs du Golan, lançant ainsi un grave défi à la communauté internationale. On est donc fondé à envisager de prendre certaines mesures punitives à l'encontre d'Israël.

194. Néanmoins, dans la mesure où le problème auquel nous devons faire face actuellement trouve ses racines dans la situation instable du Moyen-Orient, nous ne pouvons nous empêcher de nous demander si les dispositions du projet de résolution contenu dans le document S/14832/Rev.1 contribueraient véritablement à la solution du problème. En conséquence, ma délégation s'est vue obligée de s'abstenir lors du vote sur ce projet de résolution.

195. Le PRÉSIDENT (*interprétation du russe*) : Le représentant d'Israël a demandé la parole; je la lui donne.

196. M. BLUM (Israël) [*interprétation de l'anglais*] : Dans les déclarations que j'ai faites au cours de ce débat, j'ai dit et redit qu'une approche équilibrée, si nécessaire dans les délibérations portant sur un aspect, quel qu'il soit, du conflit arabo-israélien, ne pouvait être réalisée dans l'atmosphère de récrimination qui règne au Conseil. Les adversaires d'Israël considèrent le Conseil et, relativement à cette question, l'Organisation des Nations Unies d'une manière générale comme une simple tribune à partir de laquelle ils puissent imposer leur esprit d'affrontement et cherchent, depuis le début, à exploiter les délibérations du Conseil dans leur guerre implacable et impitoyable contre mon pays.

197. Je ne peux manquer d'exprimer ma stupéfaction devant le fait que certains membres du Conseil, notamment certains membres permanents, aient cru devoir se rendre complices de la campagne menée à l'Organisation par les ennemis d'Israël en s'abstenant lors du vote sur un projet de résolution dans lequel ne figure — et cela de manière étudiée et délibérée — aucune référence à un règlement négocié et pacifique du conflit arabo-israélien. Au lieu de cela, les termes de ce projet condamnent uniquement Israël, qui est la cible de l'agression arabe. Qu'ils soient mûs par l'indifférence, l'opportunisme ou tout autre motif, on ne peut que se demander si ces pays, qui se sont tenus à l'écart tout au long du processus de paix au Moyen-Orient, souhaitent vraiment le voir aboutir.

198. Il est temps, assurément, que tous les représentants ici présents reconnaissent que des occupations de ce genre ne contribuent pas et ne peuvent pas contribuer à favoriser la paix dans notre région. Cet objectif ne pourra être atteint que par un dialogue et des négociations honnêtes et certainement pas par des discussions menées dans une atmosphère de rancœur et d'incitation à la haine.

199. C'est dans cet esprit que j'adresse un nouvel appel au Gouvernement de la République arabe syrienne au nom du Gouvernement d'Israël pour qu'il abandonne la voie de l'affrontement et de la haine et qu'il regarde en face les réalités de la région. Je déclare, une fois de plus, qu'Israël est prêt à commencer immédiatement et sans conditions préalables des négociations en vue de régler toutes les questions qui se posent encore entre nos deux pays, dans le cadre des résolutions 242 (1967) et 338 (1973) du Conseil. Israël espère sincèrement que, cette fois-ci, notre appel ne sera pas lancé dans le vide et qu'il sera entendu.

200. Le PRÉSIDENT (*interprétation du russe*) : Le représentant de la République arabe syrienne a demandé la parole. Je l'invite à faire sa déclaration.

201. M. EL-FATTAL (République arabe syrienne) [*interprétation de l'anglais*] : Les annales du Conseil doivent prendre acte du veto émis aujourd'hui par les Etats-Unis d'Amérique et le considérer comme un acte suprême d'ironie, une nette dichotomie entre les paroles et les actes, entre les obligations assumées au titre de la Charte des Nations Unies et le non-respect de ces mêmes obligations. Le résultat de ce scrutin a pleinement révélé le véritable visage des Etats-Unis, qui, avec d'autres Etats, se sont vu confier la responsabilité d'agir en tant que garant et protecteur de la Charte et du système international et, pour me permettre de reprendre l'expression du représentant du Zaïre, en tant qu'arbitre.

202. Abuser du droit de veto, chercher à aggraver une situation dont les conséquences menacent le fondement même de l'ordre mondial revient à montrer au monde dans son ensemble qu'il existe dans le Conseil même des membres — dans ce cas les Etats-Unis — dont le travail est de perpétuer la division au sein de l'Organisation des Nations Unies entre ceux qui dominent et ceux qui sont dominés. En protégeant l'agresseur face à sa victime, en bafouant les principes fondamentaux du droit international pour lesquels l'Organisation a été créée, en repoussant les efforts visant à décréter contre l'agresseur des sanctions obligatoires au titre du Chapitre VII, ces mêmes membres du Conseil font preuve d'une négligence manifeste, pour ne pas dire un certain degré d'irresponsabilité, en se soustrayant au pacte qu'ils ont signé et ratifié, je l'espère, de bonne foi.

203. Nous avons vu appliquer cette attitude éhontée, de la part des Etats-Unis notamment, en ce qui

concerne la juste lutte du peuple africain contre l'*apartheid*. Nous avons vu appliquer cette attitude dans le cas de la Namibie; nous l'avons vue également dans le cas de l'agression contre l'Angola et nous en sommes nous-mêmes maintenant victimes à la suite de l'acte d'agression sioniste commis tout récemment contre notre intégrité territoriale et notre souveraineté, acte d'agression appuyé par les Etats-Unis. Il n'est donc pas surprenant que nous, peuples du monde — pour citer la Charte — devenions cyniques quant au rôle du Conseil et éprouvions quelque doute quant à ses pouvoirs, sa sincérité, sa bonne foi et sa crédibilité, surtout après le veto des Etats-Unis.

204. En dépit du veto des Etats-Unis et des hésitations d'autres pays à punir un acte d'agression qu'ils avaient déjà considéré comme étant "nul et non avenu" et exigeant des mesures adéquates contre lequel ils avaient convenu de réagir, nous saisissons l'occasion pour rendre hommage aux membres non alignés dont l'expérience coloniale douloureuse est encore assez vivace en eux pour non seulement condamner l'agression israélienne mais également bien comprendre nos griefs et exprimer ainsi leur pleine solidarité et leur appui, et ce non simplement dans l'intérêt de la République arabe syrienne mais aussi pour défendre, appuyer et énoncer clairement les dispositions pertinentes de la Charte dans ce cas particulier et dans des cas similaires. Notre résolution qui a fait l'objet d'un veto représente les efforts conjoints de ces membres-là dont le sens de la justice et l'engagement à l'égard de la Charte les a amenés à mettre au point des mesures appropriées contre Israël.

205. Si nous n'avons pas perdu tout espoir dans le système des Nations Unies et dans le Conseil notamment, c'est parce que les pays non alignés, les pays islamiques, les pays socialistes et la Chine ont constamment défendu une position de principe contre l'agression. De même, nous sommes impressionnés par la position de principe constante de l'Espagne qui, chaque fois qu'elle s'est trouvée aux prises avec un problème mondial, n'a jamais hésité à défendre les causes justes, ce dont nous lui sommes très reconnaissants.

206. Et pourtant, notre résolution — car je considère que le veto américain ne compte pas et que c'est une résolution, la majorité de l'opinion publique mondiale étant avec nous — a fait aujourd'hui l'objet d'un veto, et ce grâce principalement aux Etats-Unis dont l'influence, les intrigues et les pressions ont été si évidentes, si pesantes qu'elles ont échappé à peu et que peu ont pu y résister. Il est vrai que les Etats-Unis avaient voté en faveur de la résolution 497 (1981) au mois de décembre dernier. Devons-nous remercier les Etats-Unis pour avoir reconnu que l'annexion de territoire par la force est inadmissible et que c'est un principe primordial du droit international ? La question de l'annexion des hauteurs syriennes du Golan ne doit pas s'en tenir à cette reconnaissance; elle doit plutôt se fonder sur la volonté des Etats-Unis de

s'associer à des mesures collectives pour mettre fin à l'occupation et à l'annexion israéliennes. Au lieu de condamner cet acte et de le punir, les Etats-Unis prétendent maintenant que, puisqu'il a été exécuté sans recours à la force, l'annexion ne doit pas entraîner de sanctions, car en vertu de leur logique faussée, elle ne constitue pas un acte d'agression mais un acte législatif ordinaire.

207. Mais ceux qui cherchent aujourd'hui à absoudre Israël — en l'occurrence les Etats-Unis — des derniers actes d'agression qu'il a commis l'aident, en fait, à légitimer et à prolonger son occupation non seulement des hauteurs syriennes du Golan mais aussi d'autres territoires arabes occupés. Si l'occupation par Israël du Golan, de la Rive occidentale et de Gaza dure depuis 15 ans, est-ce la faute des victimes ou est-ce dû à la politique israélienne d'agrandissement territorial ?

208. A notre grande surprise, pour ne pas dire notre horreur, la délégation des Etats-Unis aurait prétendu que la réponse d'Israël au Secrétaire général contenait un élément positif puisque, dans cette réponse, Israël affirme que la loi relative aux hauteurs du Golan n'exclut pas des négociations [S/14821, par. 3]. Je voudrais demander aux membres du Conseil quel pays au monde pourrait accepter le chantage d'un ennemi qui a annexé ses territoires et qui les occupe.

209. Nous avons dit maintes fois que la Syrie ne s'inclinera jamais devant le diktat et nous ne baisserons pas les bras tant que nous n'aurons pas libéré tous les territoires arabes occupés, y compris Jérusalem et les hauteurs du Golan. L'argument de la délégation des Etats-Unis selon lequel l'annexion est un acte législatif transforme le principe de la non-acquisition de territoire par la force en un principe négociable, en violation de toutes les normes. Par conséquent, tant les Etats-Unis qu'Israël se livrent au chantage à l'égard de la Syrie pour lui faire abandonner ses droits et faire abandonner ceux du peuple de Palestine en faveur d'une entité coloniale née de l'agression et de la violence. Il me suffira de rappeler au Conseil la conspiration de Camp David, le système de Camp David, qui a fait couler notre sang et le sang du peuple palestinien.

210. La querelle de famille entre les Etats-Unis et Israël est maintenant réglée, pardonnée et oubliée. Elle s'est parfois envenimée et Washington, agissant en tant que partenaire adulte, a continué à tendre l'autre joue. Quelle que soit la décision que prendront ces membres de la famille, cela ne reflète pas le sentiment du reste du monde et cela ne devrait pas donner le ton au Conseil. Nous avons appris à considérer les querelles entre les Etats-Unis et Israël comme ayant un caractère privé — jusqu'à ce que les Etats-Unis et tous les citoyens américains maudissent le jour où née toute cette aventure.

211. La suspension de l'accord stratégique entre les Etats-Unis et Israël, parce que Israël aurait violé

l'esprit de cet accord, ne nous a pas trompés, pas plus qu'elle n'a porté préjudice à l'établissement israélien, car elle n'a pas privé un seul jour Israël de quoi que ce soit. Concomitamment, les Etats-Unis ont réaffirmé qu'ils continueraient d'appuyer Israël en lui accordant une assistance qui s'élève à 2,5 milliards de dollars par an — et c'est une assistance officielle. Si les Etats-Unis avaient réellement voulu punir cette entité vassale pour recouvrer une certaine crédibilité dans notre région, ils auraient carrément abrogé l'accord stratégique, étant donné, notamment, que tous les Etats arabes l'ont condamné parce que l'alliance vise à constituer un cadre d'agression contre la nation arabe en général et ces pays arabes qui sont résolus à défendre leur liberté, leur indépendance, leur souveraineté et leur intégrité territoriale contre la politique d'expansion et d'annexion d'Israël.

212. La prétendue suspension est devenue un outil par lequel les Etats-Unis se sont efforcés d'absorber pendant un moment l'indignation des peuples arabes et de leurs gouvernements à la suite de l'annexion par Israël des hauteurs syriennes du Golan. En outre, les manœuvres des Etats-Unis n'ont eu aucun effet sur la détermination des Arabes de déployer tous les efforts possibles pour libérer leurs territoires occupés en Palestine et en dehors de la Palestine. Les liens organiques qui existent entre les Etats-Unis et Israël sont aujourd'hui plus forts que jamais. Le Secrétaire d'Etat, M. Haig, répondant aux paroles insultantes de Begin "Vous n'avez pas le droit moral de nous sermonner en parlant de victimes civiles" n'a-t-il pas dit "Israël a été, est aujourd'hui et restera un ami intime des Etats-Unis" ? Voilà ce qu'il a dit à la chaîne de télévision CBS. Voilà la réponse de M. Haig à l'insulte de M. Begin. M. Haig a ajouté que le président Reagan, sans doute plus que ses prédécesseurs, comprenait "l'importance vitale de nos obligations à l'égard du peuple d'Israël et de la garantie de la survie de cet Etat". Dans la même interview accordée à la CBS, il a dit "La politique adoptée depuis longtemps par les Etats-Unis à l'égard d'Israël a été dans l'intérêt non seulement d'Israël mais aussi des Etats-Unis d'Amérique".

213. Nous nous demandons qui est le vassal. Pour résoudre ce dilemme, nous voudrions nous référer à un éditorial du *New York Times*, en date du 22 décembre 1981, sur cette question fort préoccupante du seuil du double loyalisme : " 'Vous cherchez à faire d'Israël un otage', s'écrit M. Begin. Le fait est qu'Israël et les Etats-Unis sont réciproquement otages l'un de l'autre".

214. A la lumière de ce veto, je voudrais déclarer ce qui suit. On a prétendu que les Etats-Unis avaient 99 p. 100 de chances d'établir une paix juste dans notre région. Mais nous savons qu'en réalité, les Etats-Unis ont 99 p. 100 de chances de créer des conditions propices à déclencher, par l'intermédiaire d'Israël, un nouveau conflit. On a prétendu que les Etats-Unis allaient mener une politique impartiale.

Mais le résultat de cette assertion a été la détérioration de la situation au Moyen-Orient. Jérusalem, le réacteur nucléaire iraquien, l'attaque armée sauvage menée contre des civils, en particulier le raid contre Beyrouth, et enfin, l'annexion des hauteurs syriennes du Golan montrent que cette impartialité est en fait un subterfuge dans un vide créé par l'absence de politique des Etats-Unis.

215. Je n'ai jamais entendu au Conseil une déclaration de la représentante des Etats-Unis sur la question dont nous sommes saisis. On m'a seulement dit que les Etats-Unis avaient pris note de ma déclaration, la semaine dernière [2328^e séance, par. 195]. Mais tous ceux qui étaient présents avaient le devoir de prendre note de ce que j'ai dit; je suis la victime. Je voudrais rappeler à la représentante des Etats-Unis une déclaration faite à la douzième Convention du Mouvement Hébron, le 12 janvier 1975, par nul autre que Begin. Il y disait que

"Churchill, grand ami de Roosevelt, avait l'habitude de dire : 'On doit toujours savoir où se trouve le centre du pouvoir et des décisions aux Etats-Unis'. Nous pouvons dire aujourd'hui, de par nos observations et notre expérience, qu'il n'est pas vrai que si nous agissons avec fermeté et sagesse, par amour pour le peuple juif et la terre d'Israël, par amour de la liberté et de la paix, nous serons en conflit avec l'Amérique."

Begin poursuivait ainsi :

"Du point de vue d'Israël, on peut dire, si je me permets d'emprunter une phrase, qu'il y a trois Amériques. Il y a le Département d'Etat et, au Département d'Etat, il y a les Arabistes. Ils sont prêts à sacrifier la sécurité et l'avenir d'Israël à leurs théories. Mais outre cette Amérique — et elle est très petite — il y a deux autres Amériques. L'une est représentée par les deux chambres du Congrès — les représentants élus du grand peuple américain. Depuis que l'Etat d'Israël est venu au monde, il n'y a jamais eu encore de congrès où les deux chambres nous ont été plus favorables que celui-ci. Et puis, il y a une troisième Amérique — peut-être l'Amérique qui compte le plus — l'opinion publique d'un pays libre qui a connu les crises de la liberté et les a toujours surmontées."

216. Nous avons lu des articles dans lesquels les Etats-Unis divisaient le monde en deux secteurs : le monde libre et le monde totalitaire. Je me demande dans quelle catégorie tombe Israël, pays qui occupe trois pays arabes et le peuple et le territoire de Palestine. Je répondrai pour vous à cette question : Israël tombe dans la catégorie de l'occupation libérale ou de l'occupation démocratique, selon votre tradition et votre position dont vous êtes fiers — et vous prétendez être l'allié d'Israël, alors qu'Israël est votre pantin.

217. Le PRÉSIDENT (*interprétation du russe*) : Le Secrétaire général a demandé la parole et c'est avec un grand plaisir que je la lui donne.

218. Le SECRÉTAIRE GÉNÉRAL (*interprétation de l'espagnol*) : Monsieur le Président, j'ai voulu attendre la fin du débat pour vous remercier tout particulièrement, ainsi que tous les membres du Conseil et les autres orateurs, des paroles généreuses d'encouragement que vous m'avez adressées. Je voudrais assurer le Conseil, en réponse, que je ferai tout ce qui sera en mon pouvoir pour justifier la confiance placée en moi et m'acquitter de mon mandat conformément à la Charte des Nations Unies.

219. J'ai eu par le passé, en tant que membre du Conseil, l'expérience, à plusieurs occasions, de prendre part à ces débats. Je suis donc pleinement conscient de l'importance que revêtent les relations entre le Secrétaire général et le Conseil. Je m'efforcerai de renforcer ces relations et ferai tout mon possible pour l'aider à s'acquitter du rôle fondamental que lui confie la Charte. L'esprit et la lettre de la Charte m'aideront dans cette entreprise.

220. Je forme des vœux sincères pour que le Conseil parvienne à résoudre les questions difficiles et complexes dont il s'occupe. Ce désir s'inspire de la volonté fervente de paix qui anime tous les êtres humains. Je suis convaincu qu'en maintenant et en renforçant son autorité et son efficacité, le Conseil peut apporter une contribution vitale au renforcement de la structure de la paix.

221. Le PRÉSIDENT (*interprétation du russe*) : Je remercie le Secrétaire général de sa déclaration. Je voudrais saisir cette occasion pour le féliciter à l'occasion de son anniversaire et lui souhaiter une bonne santé et plein succès.

222. M. NUSEIBEH (Jordanie) [*interprétation de l'anglais*] : Je voudrais apaiser toutes les craintes que mes collègues pourraient avoir en les assurant que je n'ai aucune intention de faire une déclaration supplémentaire à cette occasion, car ce serait gratuit et ferait perdre un temps précieux au Conseil à cette heure tardive.

223. Cependant, je voudrais proposer et demander que le Conseil poursuive l'examen du point dont il est saisi et que la prochaine séance soit fixée après d'autres consultations que le Président pourra mener à sa discrétion. Cette proposition tient à des considérations auxquelles il ne saurait être dérogé.

La séance est levée à 19 h 20.

NOTES

¹ Documents officiels de l'Assemblée générale, trente-sixième session, Séances plénières, 33^e séance, par. 253.

² Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 75, n° 973, p. 287.

³ Acte final de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe, signé à Helsinki le 1^{er} août 1975.

⁴ Résolution 217 A (III) de l'Assemblée générale.